

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés unissez-vous !

Le quotidien du peuple

Organe central du PARTI COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE marxiste-léniniste

VENDREDI 30 JUIN 1978 — N° 730

Commission paritaire N°56 942 Tel. 636.73.76

2, 00 F.

Contre Stoléru l'expulseur solidarité avec les travailleurs immigrés



- *Déjà 100 résidents au tribunal*
- *Graves menaces contre les grévistes de Flins*

Interview du Comité de Coordination
des Foyers Sonacotra en grève. Lire en page 5

BOUSSAC

Lire en page 12

**GREVE GENERALE
VENDREDI
DANS LA VALLEE
DU RABODEAU**

**L'Erythrée et
la Mer Rouge :
1 000 kilomètres
de côtes
 convoités**



La poussée soviétique dans la corne de l'Afrique et dans le sud de l'Arabie a aiguisé la rivalité avec les USA pour le contrôle de la Mer Rouge. Avec 1 000 kilomètres de côtes, l'Erythrée constitue une cible pour les ambitions de l'URSS qui souhaiterait contrôler les deux rives de la Mer Rouge. Les bombardements contre l'Erythrée, les moyens mis à la disposition de la junte militaire éthiopienne par le Kremlin pour qu'elle poursuive son agression contre le peuple érythréen, découlent de cette tentative.

Lire en page 9

**Mitterrand,
Giscard et
les autres**

Lire en page 3

**La veuve
de Thorez
prépare
le 23^e congrès**

Jeannette Vermeersch réapparaissait en public pour la première fois depuis son départ de la direction du PCF. C'était pour faire l'éloge des prisons psychiatriques soviétiques, et des chars russes de Prague tout en distribuant une volée de bois vert à la direction du PCF. Elle prépare à sa manière le 23^e congrès.

Lire en page 12

**Amnistie
des radios
libres :
on relâche
le baillon
pour mieux
le resserrer**

Lire en page 4

**Espagne :
la difficile
entrée
européenne**

Lire en page 10

Barre et son enfance coloniale

«Le gouvernement français souhaite qu'à l'avenir ces pays (l'Afrique NDLR) tiennent compte des réalités géographiques, historiques et humaines, qui, toutes, confirment le caractère français de la Réunion, qui toujours a été la France dans l'Océan Indien» a déclaré Barre à propos de la déclaration de l'OUA demandant la décolonisation de la Réunion.

Chacun aurait cru que ces réalités attestent du caractère africain de la Réunion. Le fait que Barre soit né chez les colons à la Réunion, qu'il fut un brillant élève du lycée français quand les Réunionnais crevaient de faim est la seule preuve «humaine» que notre professeur d'économie puisse avancer. C'était la même que hurlaient les colons d'Algérie ; ils avaient à leur avantage la proximité géographique.

Les visites de l'Élysée

Mercredi, Giscard recevra Mitterrand et Defferre. La veille il aura reçu Lecanuet et Chirac, Chirac et Debré. Marchais et Ballanger étaient invités, Ballanger ira seul car Marchais est en vacances en Roumanie. L'objet de cette rencontre est la préparation du sommet occidental de Bonn. Invitant les groupes parlementaires et les leaders de l'opposition, il fait apparaître les 4 morceaux de la France : il oppose l'UDF d'un bloc au RPR, il néglige le mouvement des radicaux de gauche pour traiter directement avec le PS. Sur le fond, la rencontre doit peu apporter : l'essentiel a été discuté avec Schmidt. Mais elle servira à mieux cerner les convergences PS - UDF, à mieux délimiter les oppositions RPR - Giscard d'une part, PCF - PS d'autre part. Elle rôdera un système de gouvernement que Giscard veut instituer, où il ne serait pas seulement chef de la majorité mais où il disposerait également de relations équilibrées avec l'opposition, une sorte de consensus au Parlement faute de le trouver dans le pays.

CC du RPR : un bilan économique catastrophique

Le CC du RPR a été l'occasion pour ce mouvement de critiquer violemment la politique de Giscard : «On nous demande d'attendre l'an 2000 en grignotant quelques réformettes». Cette sévérité sert avant tout à resserrer les rangs du groupe «unanime derrière Jacques Chirac attaqué en tant que président du groupe et en tant que maire de Paris. Quant à ses propositions économiques «la relance pour les investissements productifs» elles sont destinées à fonder les tentatives démagogiques du RPR à propos du chômage.

Rapport de la Cour des Comptes

Le rapport annuel de la Cour des Comptes vient d'être remis au président de la République et aux deux Assemblées. Le but de la Cour des Comptes est d'examiner chaque année, dans le détail, les différentes opérations financières de l'État, les comptes de l'État et ses relations avec le secteur privé et les entreprises publiques. Pour cela, 217 magistrats sont mobilisés, auxquels s'ajoutent 35 assistants. On ne connaît encore que les grandes lignes du rapport, qui met notamment l'accent sur l'attitude dépendante de la SNCF, et sur «les dangers des relations entre l'État et les entreprises privées».

Réunion de la direction du PSU : des perspectives floues

Au moment où l'Union de la gauche se déchire de plus en plus chaque jour, la direction du PSU veut la reconstruire en développant «de nouvelles perspectives politiques s'appuyant simultanément sur un débat unitaire et sur les luttes quotidiennes des travailleurs pour leurs revendications».

Constatant la montée actuelle des luttes, le PSU refuse aussi bien «la globalisation artificielle des conflits», que «les seules négociations patronat-syndicats par branche», sans proposer autre chose de plus précis.

Le PSU compte entamer à la rentrée deux campagnes, l'une sur le chômage, l'autre contre l'augmentation des prix.

La direction politique nationale du PSU s'est réunie le week-end dernier. Elle a critiqué les «hésitations et divisions de la gauche», fustigeant tout à tour le «néo-mollétisme» du PS et le «néo-thorézisme» du PCF.

Oriach, Lapeyre et Gérard devant la Cour d'Appel

UN JUGEMENT A FAIRE ANNULER !

●Vendredi, Frédéric Oriach, Michel Lapeyre et Jean-Paul Gérard passent à nouveau devant le tribunal, pour faire appel de la condamnation à 7 ans de prisons, dont 5 fermes, qui leur a été infligé le 23 mars dernier.

Ils sont en prison depuis le 13 mai 77, date à laquelle ils ont été arrêtés pour transport d'armes à feu.

Au cours de leur premier procès, les accusés ont déclaré : «Si nous avons transporté ces armes, ce n'est pas pour nous en servir, mais pour les transmettre. Le fait qu'elles aient servi ou pourraient réserver, n'est pas notre problème. Nous avons accepté parce que nous avons des sympathies pour les NAPAP et que nous sommes d'accord avec leurs actions». Même s'il avait été prouvé qu'une des armes transportées avait effectivement servi à abattre Tramoni, l'assassin de

Pierre Overney, il a aussi été prouvé que Oriach, Lapeyre et Gérard n'ont pas participé à l'attentat. C'est donc sur la seule base de leurs sympathies pour les NAPAP qu'ils ont été condamnés par le tribunal, en vertu d'un décret-loi de 1958, décret qui visait les patriotes algériens et prévoit jusqu'à 10 ans de prison pour le transport d'armes. En dehors de ce décret d'exception, la loi «ordinaire» prévoit 6 mois à 3 ans de prison.

Après qu'il eut assassiné Pierre Overney, Tramoni avait, lui, été laissé en liberté provisoire, puis par la suite condamné à 4 ans

de prison. Deux ans après, il était relâché !

Pendant 4 mois, Oriach, Lapeyre et Gérard ont été détenus sans être inculpés. En prison, ils ont connu le mitard, la censure du courrier, le refus de toute visite et de toute lecture, etc. Quand ils ont engagé une grève de la faim, les soins leur ont été refusés, et ils étaient conduits devant le juge enchaînés, sans civière, à moitié évanouis ! Ce n'est qu'au bout de 34 jours de grève de la faim qu'un minimum de droit leur a été consenti, sans que ce soit jamais définitif.

Cette condamnation inique doit être rapportée, au moment où l'assassin d'un petit cambrioleur est acquitté, au moment où les nervis assassins de Pierre Maître sont déjà en liberté, au moment où la police protège les appels au

meurtre des fascistes du PFN.

Dénoncer le scandale de cette condamnation ne signifie évidemment en rien justifier les actions du NAPAP. Ni l'exécution de Tramoni, ni celle d'un attaché militaire espagnol, ni celle de l'ambassadeur de Bolivie, toutes les trois revendiquées par les NAPAP, n'ont fait évoluer la lutte révolutionnaire des masses en Espagne, en Bolivie ou en France. Tout en rejetant sans équivoque les actions des NAPAP, on ne saurait laisser se passer sans la dénoncer et la combattre la scandaleuse condamnation de Oriach, Lapeyre et Gérard c'est aussi les appeler à renoncer à une soi-disant «conception de la lutte révolutionnaire» qui ne mène qu'à l'impasse, et sert la bourgeoisie.

FETES DU PCF

A Lyon...

Les affiches annonçant la fête recouvraient les affiches de dénonciation du Mundial en Argentine ou des pollueurs de la Bretagne. En tout cas, la fête a connu moins de succès que les années précédentes.

Chaque cellule ou section cherchait à appâter le consommateur à grand renfort de hauts parleurs. Un militant racole : «Venez à notre stand, c'est nous les moins chers !». Un travailleur l'interpelle : «Entre vous aussi, c'est la concurrence, comme chez les patrons ?». Aucun panneau sur les luttes des travailleurs.

L'intervention d'Andrieu rassemble moins de monde que les taureaux et les gardians prêtés par Ricard. Pour lutter contre le plan

Barre, aucune référence aux luttes en cours, mais le sempiternel appel à renforcer le PCF.

Dans le débat sur l'impérialisme en Afrique, un responsable explique que la France a besoin des matières premières des pays africains ; mais les questions porteront vite sur la présence des militaires soviétiques et cubains en Afrique. Le débat est rapidement suspendu.

En tout cas, pour cette fois, le racolage à l'adhésion est nettement moins important que d'habitude. On sent que chez les militants, le cœur n'y est pas. Les J.C. de Lyon sont tellement peu mobilisés qu'on les a renforcés de militants de Paris.

Correspondance.

... et à Tours

Samedi 24 et dimanche 25, a eu lieu la fête départementale du PCF à Saint Pierre-des-Corps. Il s'agissait plus d'une foire commerciale que d'une fête politique ; les stands des cellules ne faisaient aucune information sur la situation actuelle.

Aucun débat n'avait été organisé. Plissonnier a tenu un discours, où il appelait à reconstruire l'Union de la gauche, «mais à partir des travailleurs». Où avait-on vu que le Programme commun ait été conçu avec les travailleurs ? Pour le PCF, ceux-

ci ne comptent que comme masse de manœuvre.

Les quelques discussions avec les militants du PCF montrent que ceux-ci se posent bien des questions, notamment sur la démocratie dans leur parti. Et qu'ils manquent totalement de perspectives.

●A Saint Denis, dans la banlieue parisienne, deux cents personnes se sont rassemblées mercredi soir derrière la mairie pour protester contre le viol de Fatima par trois policiers.

Demande de contact avec le PCR ml

Nom, prénom

Profession

Adresse

Envoyez au Quotidien du Peuple BP 225, 75 924 Paris Cedex 19

Congrès CGT : le 26 novembre à Grenoble

Dans une conférence de presse, Séguy a annoncé que le 40^e Congrès de la CGT se déroulerait du 26 novembre au 1^{er} décembre à Grenoble. Krasuki a présenté le projet de texte d'orientation ; 100 pages destinées, selon les dires de Séguy, à animer un débat d'où seraient «dépassées les attitudes limitatives, les routines, le formalisme, éliminées toutes manifestations d'intolérance ou d'étroitesse» ; avec que formalisme, routine et intolérance dominaient auparavant les «débat» organisés par Séguy et ses amis, mais garantie insuffisante qu'il n'en sera pas ainsi à l'avenir.

ABONNEZ VOUS AU QUOTIDIEN DU PEUPLE

6 mois..... 180 F

Nom

Prénom

Adresse

Conférence de presse de Mitterrand

● NOUVELLE VISITE CHEZ GISCARD ● MINIMISATION DES CONTRADICTIONS INTERNES AU PS

● Mitterrand a fait son petit effet hier après-midi en annonçant sa visite à l'Élysée dans le milieu de la semaine prochaine.

La décriation dans le petit monde des politiciens avance donc à petits pas. Il paraît que les contradictions au sein du PC ne sont pas si graves que le laissent entendre des journalistes mal intentionnés.

On savait que Giscard avait annoncé son intention de «consulter» l'opposition sur un certain nombre de questions. Barre avait réitéré l'offre tout récemment.

Mitterrand, flanqué de

Defferre, ira donc de nouveau arpenter les salons élyséens la semaine prochaine. Le sujet de l'entretien : la prochaine conférence européenne de Bonn. Après la visite de Maurice Faure à l'Élysée

pour discuter du même sujet, on ne peut qu'être frappé de la constance de la politique giscardienne d'ouverture. Après le radical de gauche, c'est le leader socialiste qui est «consulté». De plus, tout est fait pour ne pas trop compromettre les deux hommes : officiellement, Faure a été consulté sur un problème précis parce qu'il le connaissait : il avait été signataire du traité de Rome. De même, c'est pour discuter de ce point seulement que Mitterrand répond à la convocation de Giscard. Mais on constate, comme par hasard, que ces entretiens ont lieu sur des points sur lesquels les positions des socialistes et de Giscard sont proches. Et que de tels entretiens, bien sûr, sont plutôt malvus tant du côté du RPR que de celui du PCF.

Mitterrand a d'ailleurs fait état d'autres convergences avec la politique giscardienne : sur les points annoncés par Giscard dans sa conférence de presse, les élections municipales à la proportionnelle, le financement des partis politiques, le non-cumul des mandats. Sur chaque point, Mitterrand répond : «*Nous sommes d'accord*» et annonce

que les socialistes à l'Assemblée adopteront ces projets. Rappelons que tout récemment le PCF, lui, les a rejetés.

Un autre point qui ne satisfait pas plus le PCF : pour les élections européennes, il n'est pas encore exclu que les socialistes européens adoptent un programme européen commun — et même si cela ne se fait pas, ils siègeront tous dans le même groupe.

Enfin il a tenu à minimiser les contradictions au sein du PS. Pour lui, les «*forces centrifuges*» ont surtout gagné la direction après l'échec des élections mais cela serait en train de se résorber. Quant à l'apparition du troisième courant («*fémminin*»), il ne s'en émeut pas, le qualifiant de «*dégitime*».

Une petite note qui pourrait en faire douter : le PS étudie la question du lancement d'un quotidien socialiste, ce qui au premier abord, pourrait sembler inutile vu l'existence du *Matin*. Mais cet organe de presse est surtout rédigé par des proches de Rocard.

Ceci explique peut-être cela.

François NOLET



LE QUOTIDIEN DE PARIS NE REPOUND PLUS

● Il y a quatre ans, alors que sombrait le journal de Smadja : *Combat*, une partie de l'équipe s'en allait avec Philippe Tesson, fonder le *Quotidien de Paris*.

Depuis hier, le *Quotidien de Paris* ne répond plus. Philippe Tesson a pris l'occasion d'une grève des journalistes syndiqués à la CFDT pour mettre la clef sous la porte, les raisons profondes résidant dans les difficultés d'équilibre du journal. Au-delà des positions pour le moins contestables exprimées à cette occasion par Tesson, il reste la question de la concentration de la presse entre les mains de quelques géants.

«*Revendication syndicale inopinée et abusive... grève hors de proportion avec son objet*», telles sont quelques-unes des expressions employées par le patron de presse après 24 heures d'arrêt de travail, pour caractériser l'action de la section CFDT de son journal. Langage de patron tout-court, car personne ne croira que cette action ait suffi à porter un coup réellement mortel à un journal.

Plutôt, ne faudrait-il pas regarder du côté de la société unique fondée récemment par Tesson, et qui rassemblait notamment, avec le *Quotidien de Paris*, une autre publication, assez longtemps bien rentable celle-ci : le *Quoti-*

dien du Médecin? Ces derniers temps, les publicités pharmaceutiques qui l'alimentaient se seraient faites plus rares... et par conséquent plus réduites, le surplus qui devait permettre de faire face aux difficultés du journal de Tesson.

L'ARGENT QU'IL FAUT TROUVER...

Celui-ci, dans le style à l'emporte-pièce qui le caractérise, n'a-t-il pas cru bon par ailleurs, de s'en prendre en somme aux «gens» en général, écrivant : «*Si les gens qui pleurent sur la disparition des journaux les avaient lus, ils ne seraient pas morts*». Ne conviendrait-il

pas plutôt de noter les facteurs réels qui pénalisent aujourd'hui toute entreprise de presse tentant de se lancer en marge des géants qui se partagent le marché : en particulier, l'argent nécessaire pour une campagne de lancement publicitaire d'ampleur et ne se trouve guère non plus en dehors des gens ayant suffisamment de «surface» au départ pour avoir la confiance des banques. Faute de quoi le nombre de lecteurs nécessaires pour faire vivre un journal est très difficile à trouver.

Le *Quotidien de Paris* n'a pas échappé à cette règle. Il est vrai que les va-et-vient de ses positions politiques, parties d'options plutôt favorables au PS pour arriver, au moment des élections municipales, à avoir la primauté des publicités chiraquiennes, n'ont pas dû être de nature à consolider l'équipe de rédaction. Entre temps, Perdiel avec *Le Matin* avait occupé le «crâne» des lecteurs favorables au PS.

UN PARI PERDU

Cependant il y avait dans la tentative de Tesson un pari intéressant : l'idée que les moyens d'impression modernes, plus «légers» que l'ancienne typographie, devaient permettre à des «petits journaux», des «journaux d'opinion», de tenir le coup face à la grande presse. L'échec de cette tentative laisse un peu plus le marché de la presse entre les mains de très gros tirages.

Récemment, *Le Matin* n'en est-il pas venu (alors que nombre de ses journalistes avaient fui les organes sur lesquels Hersant mettait la main) à avoir recours aux services... de ce même Hersant pour son impression en fac-similé dans les régions de l'Ouest?

La loi de la liberté de la presse conjuguée avec celle de la liberté d'entreprise aboutit en fait à une concentration toujours plus poussée entre les mains des fabricants d'opinion multi-milliardaires.

Jean LERMET

Paris : comité UOP 13^e

Succès pour l'avenir des luttes

C'est l'étincelle de la grève de Sainte-Anne, puis celle de Touzot-Halbert et la fin de l'occupation du 85/87 avenue d'Ivry qui amena le Comité UOP 13^e à lancer l'idée d'une grande fête populaire sur l'arrondissement.

La situation s'y prêtait d'autant plus qu'à l'échelle nationale, la vague de grèves dures avec occupation soulevait de nombreuses questions parmi les employés des grandes concentrations de postiers, d'hospitaliers et de vendeurs qui ont remplacé les grosses usines mécaniques d'avant la rénovation-déportation.

Le Comité pris aussi contact avec les radios libres non commerciales qui se fixent pour but d'être un outil de base pour les luttes des travailleurs.

Le succès de cette initiative n'était pas assuré, compte-tenu de la préparation très rapide et de l'approche des congés. Mais la venue de près de 200 personnes au cours de l'après-midi du dimanche viendra confirmer que beaucoup de travailleurs cherchent aujourd'hui à se rencontrer, certains voulant aller plus loin qu'une simple information.

La qualité des débats, notamment celui sur les luttes, fut le deuxième aspect très positif de cette fête, avec la présence de nombreux travailleurs intéressés par cette initiative de rencontre, sans forcément être d'accord avec les bases politiques de l'UOP.

Cette confrontation a permis que s'affirme très concrètement l'objectif de l'UOP, non pas comme la réponse-miracle à la situation actuelle, mais comme outil pour les travailleurs qui ne veulent pas s'en remettre aux directions syndicales ou aux partis de gauche.

De plus, les débats ont permis d'approfondir un

certain nombre de questions sur les leçons à tirer des luttes actuelles. Notamment celle de la démocratie, avec l'exigence de plus en plus vive de comités de grève démocratiquement élus. Et puis sur la manière de mobiliser les travailleurs : ceux de Sainte-Anne, par exemple, ont expliqué comment ils sont passés dans tous les services, ont pris la peine de faire des cahiers de revendications, service par service, pour que chacun se sente concerné par la grève.

Quant au débat sur les radios libres, le nombre de participants et leurs multiples questions ont montré la grande sensibilité des travailleurs à cette question de l'information. Le rendez-vous fixé entre ceux qui étaient intéressés par le projet d'une radio sur le 13^e a, en outre, montré le rôle que pouvait jouer un comité local de l'UOP : susciter l'initiative des masses populaires, allant dans le sens de leur prise en charge d'un puissant instrument de lutte contre la domination idéologique de la bourgeoisie.

Finalement, le succès de cette fête, qui s'est terminée par une musique rock, tient à la capacité qu'a eu le comité de partir des luttes du quartier, de montrer sa capacité à les soutenir, à les populariser.

En même temps, ce succès tient au long travail patient qu'a pu faire le Comité depuis deux ou trois mois en direction des associations du quartier. Aujourd'hui, il a sa place dans le 13^e.

Corr. 13^e

Venissieux

- Place aux luttes
- L'unité populaire

Les ouvriers de Renault ont donné le départ d'une série de grandes offensives.

Les ouvriers de Brest, Moulinex, Berliet, Bous-sac... ont suivi.

- Augmentation des salaires !
- Amélioration des conditions de travail !
- Refus des licenciements !

Voilà la réponse des travailleurs à la politique Giscard-Barre. Une seule voie est possible, la lutte.

L'Union Ouvrière et Populaire de Venissieux vous invite à venir discuter des leçons et de la préparation des luttes, des revendications ouvrières, des formes de lutte, de leur coordination, du soutien des luttes et de la construction de l'unité populaire.

Vendredi 30 juin à 20 h 30
Eglise de la ZUP des Minguettes

avec des syndicalistes des Tanneries du Puy et montage et exposition sur la lutte de Renault.

**Daniel Gaillard acquitté
par le jury de Gap**

LE MEURTRE LÉGITIMÉ AU NOM DE LA PROPRIÉTÉ PRIVÉE

Le jury de la cour d'Assises des Hautes-Alpes a acquitté mardi Daniel Gaillard, meurtrier de Georges Gharib, qui s'enfuyait avec six complices après avoir tenté de cambrioler son magasin de Briançon. Cette décision ouvre la voie à la justice automatique des «honnêtes gens» défendant leurs biens l'arme au poing, tant souhaitée par l'association «Légitime défense» et ses partisans. L'avocat de Gaillard n'était autre, d'ailleurs, que Maître Garaud, «militant» de cette association réactionnaire.

Un mois presque jour pour jour après le verdict rendu dans l'affaire du transistor piégé, Maître Garaud a donc obtenu devant les Assises ce que lui avait refusé le Tribunal correctionnel de Troyes. Lionel Legras, le garagiste qui avait tué un cambrioleur avec une bombe artisanale, avait été condamné à 8 mois de prison avec sursis et 600 F d'amende. Peine de principe pour «décourager les citoyens de rendre eux-mêmes justice» selon le procureur. En acquittant Gaillard, les quatre agriculteurs, le boulanger, le cuisinier, le pro-

fesseur, la dame sans profession et le retraité de l'armée qui composaient le jury de Gap encouragent au contraire ces «honnêtes gens» qui élargissent la notion de légitime défense à la défense de la propriété privée. Gaillard en effet n'était nullement menacé : les cambrioleurs venaient d'abandonner les postes de télé et chaînes hi-fi qu'ils volaient, ils s'enfuyaient et la police, prévenue, arrivait sur les lieux : tous les cambrioleurs ont été arrêtés et condamnés à des peines de prison.

C'est dans ces circonstances qu'il a abattu Gharib dans le dos. Juridiquement, la «légitime défense» ne saurait être invoquée. C'est pourtant ce qu'ont admis les jurés devant un public composé surtout des commerçants de Briançon et de Gap qui avaient fermé boutique pour l'occasion et étaient venus, à l'appel du CID-UNATI, soutenir Gaillard, un «vrai commerçant indépendant».

Après l'impunité pour les «bavures» policières, c'est maintenant l'impunité pour les fanatiques de la propriété privée et de la justice expéditive...

Gaz : toutes les précautions prises ?

Plusieurs accidents au gaz viennent de se produire, faisant plusieurs victimes, il semble que la responsabilité de GDF y soit engagée.

Mardi après-midi, une violente explosion secouait la ville de Rosny-sous-bois en Seine St Denis, causant la mort d'un habitant d'une villa qui a été complètement soufflée. Plusieurs familles ont été sinistrées.

Lundi à Paris, dans un supermarché de la rue de Charenton, ce sont cinq personnes qui ont été intoxiquées par des émanations de gaz ; elles ont dû être hospitalisées. Il semble que les travaux de purge d'une conduite de gaz à proximité du magasin soient en cause. GDF nie toute responsabilité dans cet accident, et parle d'une opération tout à fait classique.

Les précautions, elles, sont de moins en moins classiques et de plus en plus dangereuses !

Le «terrain d'aventure» de la rue des Bois (Paris 19^e) menacé...

«Le terrain d'aventure» de la rue des Bois dans le 19^e arrondissement de Paris va-t-il disparaître ?

Sur ce terrain les gosses peuvent «s'évader» de la grisaille de bitume et de béton de Paris. Ils peuvent laisser libre cours à leur imagination, et se créer des mondes à l'image de leurs préoccupations enfantines, ils peuvent construire des barreaux, faire du feu, «loin» des trottoirs encombrés et peu sûrs. Un terrain où les gosses peuvent faire mille découvertes à la mesure de leur maturité, un lieu d'expériences et de rencontres...

Ce «terrain d'aventure» (il n'en existe que trois à Paris) est menacé de disparition, et ce pour en faire un foyer pour personnes âgées. Les maniaques du béton et du profit, ne peuvent décidément pas se faire à l'idée qu'un pouce de terrain puisse servir à autre chose qu'à bâtir des immeubles qui contribueront davantage à écraser les gosses dans un univers oppressif.

Le terrain doit officiellement fermer le 15 juillet, mettant ainsi fin à une expérience de cinq ans. Où pourront alors se rencontrer les gosses ? Leur épanouissement sera-t-il assuré dans les rigoles ?

Les animateurs du terrain de la rue des Bois, ne le pensent pas, et sont décidés à empêcher sa fermeture. Une campagne de soutien est ouverte, et une fête sera organisée sur le terrain le 13 juillet.

Action Terrains d'Aventure
9 rue du Pré Saint-Gervais
75 019 Paris

«Amnistie» pour les radios libres

LE BAILLON EST RELACHÉ, POUR MIEUX LE RESSERRER

Le parlement vient d'adopter une mesure d'amnistie pour les radios libres qui ont fait l'objet de poursuites judiciaires avant le 1^{er} juillet 78.

Les radios libres disposent ainsi de quelques heures pour émettre en toute liberté, et c'est un fait exceptionnel qu'une amnistie intervienne pour des «infractions non commises». Mais cette amnistie, que l'on pourrait considérer comme un recul du pouvoir et une reconnaissance officielle des radios libres, n'est en fait que la préparation du terrain d'affrontement des forces de répression qui se montreront certainement plus «fermes», contre les fauteurs, après ce geste de «largesse».

Elle vient en outre confirmer le vide juridique constaté lors de l'affaire de la radio giscardienne «Radio Fil Bleu» à Montpellier, ce même vide juridique qui n'avait tout de même pas empêché l'injustice de condamner les animateurs de «Radio 93». Ce même vide juridique que Giscard avait demandé de combler en toute hâte, par un article adopté le 7 juin par l'Assemblée nationale, et qui prévoit de lourdes amendes et condamnations pour ceux qui enfreindraient le monopole sur la radiodiffusion.

Le pouvoir est donc toujours fermement décidé à baillonner les radios libres qui expriment une volonté



et une nécessité de sortir du ghetto du monopole qui déforme, mutilé ou passe sous silence les voix populaires.

Le PCF quant à lui, sous prétexte de ne pas voter

une loi répressive, met en avant son projet de radios locales, dépendantes des municipalités, radios où seraient également exclues les opinions qui ne seraient pas en conformité avec sa

ligne.

La bataille des radios libres ne fait que commencer, elle est celle de la liberté d'expression, que le pouvoir remet sans cesse en cause.

ENSEIGNEMENT : LIBERTES MENACÉES

La section syndicale SGEN-CFDT du lycée Darchicourt (Hénin-Beaumont) manifeste sa surprise devant les attaques dont vient d'être l'objet un de ses adhérents, professeur de philosophie dans ce lycée.

Rappelons les faits : cet enseignant avait mis au programme, pour l'oral du baccalauréat, des œuvres de Descartes et de Nietzsche, ainsi que le «manifeste du Parti Communiste» de Marx et Engels. Le simple énoncé de la liste de ces auteurs rend difficile de le taxer d'une volonté d'endoctrinement systématique... D'autant plus que l'ouvrage de Marx et Engels — dont la connaissance demeure indispensable pour qui souhaite se tenir informé des problèmes majeurs de notre temps — figure officiellement au programme depuis une vingtaine d'années. Signalons d'ailleurs que des textes de Marx sont donnés très fréquem-

ment au bac (aussi souvent en 1977 que des auteurs comme Platon, Descartes et Bachelard...).

Tout porte à croire que des parents d'élèves se soient plaints auprès d'une personnalité politique bien connue dans notre région en accusant notre collègue «d'imposer» à ses élèves l'étude de la «Bible marxiste» (sic !) à des fins purement partisans. Il semblerait que cette personnalité ait cru bon d'avertir la Préfecture, laquelle s'est empressée de prévenir le ministère. Ceci expliquerait qu'une demande d'enquête ait été formulée à ce sujet par l'Inspection Académique.

Ces faits appellent les commentaires suivants :

— on ne peut que désapprouver la démarche des parents d'élèves qui, au lieu de manifester leurs «inquiétudes» dans le cadre du lycée, ont préféré faire appel à des personnalités étrangères à la

communauté scolaire. Cette manière d'agir est particulièrement préoccupante, si l'on songe que d'autres enseignants ont déjà été victimes ici de diverses «cabales», et que notre établissement lui-même est la cible d'une campagne insidieuse mettant en cause la valeur pédagogique de l'enseignement qui est dispensé et l'intégrité des enseignants.

— on se doit également de désapprouver l'attitude de toute personnalité extérieure à l'Éducation Nationale, qui aurait pris la responsabilité d'alerter directement la Préfecture.

— enfin, on se permettra de manifester une certaine réprobation devant l'attitude du ministère qui, sachant que l'étude du «Manifeste» est tout à fait conforme aux instructions officielles, n'a pas hésité à demander une enquête. Il faut y voir une atteinte aux libertés démocratiques, et une tentative inadmissible visant à instaurer un con-

trôle politique gouvernemental sur les activités pédagogiques des enseignants. Comment ne pas établir une relation avec les accusations proférées par l'ex-ministre Haby contre les «enseignements de gauche», coupables selon lui du péché mortel de «propagande» ?

Comment ne pas évoquer ainsi les graves menaces qui pèsent actuellement sur l'enseignement de la philosophie, jugé sans doute trop «subversif» par le pouvoir, parce qu'il vise essentiellement à favoriser la réflexion et l'éveil de l'esprit critique ?

Nous appelons donc les travailleurs de l'enseignement, les parents et l'ensemble de la population à se mobiliser pour défendre les libertés démocratiques à l'école.

Section SGEN-CFDT
LCM DARCHICOURT
(Hénin-Beaumont)

Avec les travailleurs immigrés des foyers en lutte : faire échec à Stoléro



— La lutte des foyers Sonacotra, c'est plus de 3 années d'expérience accumulée. Peux-tu en retracer les étapes ?

— Au point de départ de la lutte, c'est la révolte spontanée : les résidents rejettent les augmentations répétées et fantaisistes des tarifs et la restriction des libertés qui, dans certains foyers, prend une forme presque militaire : le droit de visite, même dans la journée, est soumis au bon vouloir des gérants. Des parents ou des frères qui venaient nous voir ont plus d'une fois été empêchés d'entrer par le gérant. A Nanterre, le gérant se déplaçait avec son chien. A Argenteuil, le gérant n'hésitait pas à faire irruption la nuit dans les cahmbres, pour vérifier s'il n'y avait pas de visite. Et si on réclamait quelque chose, on avait droit à des réponses racistes du genre : je ne discute pas avec des gens qui viennent des gourbis.

— Comment s'est déclenchée la lutte ?

— Un peu partout dans les foyers, au printemps 1975, l'idée que ça ne pouvait plus durer revenait dans toutes les discussions. A Montreuil par exemple, les résidents descendent massivement à la première assemblée générale. Ce qui ressort tout de suite, c'est qu'il n'est pas question de payer l'augmentation, qu'il faut refoir les tarifs et en finir avec l'absence de liberté qui règne dans le foyer. En même temps à cette époque-là il y avait une certaine hésitation : on ne se connaissait presque pas. Certains disaient : « On n'est pas chez nous, on n'y arrivera pas ». Mais assez vite on a su, par des camarades de travail, qu'à Saint-Denis la grève était commencée. Ça nous a tous encouragés dans l'idée que c'était possible de lutter. On a organisé une nouvelle assemblée générale. Les camarades de Saint-Denis nous ont proposé une rencontre avec les autres foyers en grève (Saint-Denis, Bagnolet, La Courneuve).

Du côté du PCF, ils

nous expliquent qu'ils veulent nous soutenir. Ils vont même envoyer un de leurs adhérents habiter au foyer pour nous aider à mener la lutte ! Sa première initiative sera de distribuer aux délégués des vignettes pour la fête de L'Huma en les chargeant de les vendre aux résidents. Il propose même des cars pour emmener tout le monde à la fête ! Il y en a plus d'un qui commence à se poser des questions. On a refusé de vendre les vignettes, ce n'était pas le rôle des délégués !

Les choses n'en sont pas restées là. Quinze jours après, on apprenait par la presse qu'un protocole d'accord était signé entre les résidents du foyer de... Montreuil, Saint-Denis (Allende), La Courneuve et la Sonacotra, avec la participation d'un représentant de la CGT. On apprenait ainsi que nous avions accepté de reprendre le paiement ! Qui avait signé ? Aucun des délégués n'était au courant. En fait, on a appris que c'est le représentant du PCF qui avait signé !

On a alors décidé en AG dans quelles conditions les délégués pouvaient discuter au nom des résidents. Et ce fameux protocole a été rejeté à l'unanimité !

— Comment est née la coordination ?

— A ce moment-là existait un début de coordination des foyers de la Seine Saint-Denis et, parallèlement, une autre coordination dans les Hauts-de-Seine et une troisième dans le Val d'Oise qui regroupait déjà 14 foyers. En fait, la coordination de la Seine Saint-Denis fera faillite à cause des ingérences, des pressions des dirigeants CGT qui engagent des négociations séparées, foyer par foyer. Mais ces foyers : Romain Rolland de Saint-Denis, Bagnolet et Garges, refusent ces manœuvres, rejoignent les camarades des Hauts-de-Seine pour mettre sur pied une coordination de l'ensemble des foyers.

C'est alors que la Sonacotra s'apprête à discuter

avec l'ensemble des foyers du 92, 93 et 95. Ce qui était bien la preuve que la coordination avançait : en décembre 75, nous avons adopté une plate-forme commune. Cette plate-forme, élaborée à partir de toutes les plates-formes des foyers, a permis d'unir et d'étendre la lutte. A l'issue des premières négociations, qui ne donnent rien, deux choses apparaissent clairement : c'est que la Sonacotra a vu l'ampleur du mouvement et qu'elle prépare en conséquence une nouvelle tactique. Pour nous, on a vu qu'elle n'était pas prête à céder et que la lutte serait longue.

Le 5 avril 76, deux délégués de Champigny sont expulsés et, le 16 avril, 16 délégués !

Ces expulsions n'ont pas eu l'effet escompté par le pouvoir ! En fait, ces expulsions constituent une étape décisive dans la radicalisation de la lutte. Le soir même chez nous, à Montreuil, les délégués qui avaient poussé à ce qu'on sorte de la coordination sont désavoués en Assemblée Générale. La manifestation du 24 avril nous a tous impressionnés. Nous étions 15 000 dans la rue, contre les expulsions. Cette mobilisation nous a fait prendre conscience de notre force ! En même temps, au niveau de l'organisation, on assiste à un certain recul : des arrêtés d'expulsion pèsent sur plusieurs délégués qui sont recherchés et doivent se cacher. D'autres, moins visés, doivent prendre leur place dans les activités plus ouvertes.

C'est aussi à cette époque que le PCF, la CGT, l'Amicale des Algériens tentent de mettre à profit ce recul, recommandent leur propagande pour la reprise du paiement « si non vous allez être expulsés... ». Toutes ces attaques se traduisent par une baisse importante du nombre de foyers représentés au Comité de Coordination. La Sonacotra reprend les négociations : « Vous n'êtes plus que 12 foyers... » Nous leur répondons : « Nous sommes sûrs que nous redeviendrons 50 ! ».

Et c'est bien ce mouvement qui se dessine, dès septembre 76, avec la relance de l'offensive juridique, la première conférence de presse, la poursuite du travail dans les foyers, le développement des comités de soutien... qui se concrétise par le succès du meeting du 23 octobre. D'autant que la Sonacotra vient d'augmenter une nouvelle fois les loyers !

Ce sont tous ces événements qui ont contribué à constituer la force du Comité de Coordination.

— Peux-tu nous dire quels sont aujourd'hui les différents aspects du soutien à votre lutte.

— Notre souci, depuis le début, est de tout faire pour que se réalise l'unité Français-Immigrés, car c'est une condition importante de la victoire. Mais ce que nous proclamons sur la base de notre expérience, c'est notre indépendance, notre autonomie par rapport aux organisations. Nous avons appris à faire la différence, au cours de la lutte, entre ceux qui « soutiennent » la lutte dans le but de la récupérer, d'en prendre la direction, d'infléchir son sens, ses buts, et ceux qui la soutiennent effectivement.

Pour ce qui est par exemple de la CGT, nous ne mettons pas tout sur le même plan. Mais nous ne perdons pas de vue certains, par l'influence qu'ils ont sur les travailleurs, arrivent de fait à limiter la mobilisation, les ripostes. C'est eux que nous mettons devant leurs responsabilités.

— Ce sont ceux-là qui vous taxent d'anti-syndicalistes ?

— Le Comité de Coordination n'a pas pour rôle de dire aux résidents qu'ils doivent aller à tel ou tel syndicat ou qu'ils ne doivent pas y aller. Cela, c'est à chaque résident d'en décider. Et parmi nous, il y a des syndiqués, des délégués. Par contre, nous ne pouvons rester muets sur les positions prises par rapport à la lutte par tel ou tel

● Tout au long de la première quinzaine du mois de juillet, une centaine de délégués et de résidents combattifs des foyers Sonacotra sont convoqués devant les tribunaux de la région parisienne. L'objectif de Stoléro, c'est d'en finir avec cette lutte, en isolant ces résidents, ou les expulsant s'il le faut. Face à cette menace, la riposte doit être de taille. Nous avons demandé au Comité de Coordination des foyers Sonacotra en grève, directement via par ces mesures, de rappeler le sens de cette lutte exemplaire, et d'expliquer l'appel qu'il lance à tous les travailleurs, à tous les démocrates de ce pays.

INTERVIEW DU COMITÉ DE COORDINATION DES FOYERS SONACOTRA EN GRÈVE

syndicat. Les contradictions qu'il y a entre nous et eux, nous les mettons sur la place publique pour que les travailleurs puissent trancher.

Rien d'étonnant à ce qu'ils essaient de le retourner contre nous, mais nous ne pouvons laisser planer d'ambiguïté là-dessus. Nous ne pouvons accepter les pressions dans les structures syndicales qui se solidarisent avec notre lutte. Il est vrai que dans la CGT, les sections syndicales qui nous ont apporté leur soutien sont très rares. Dans la CFDT, malgré une position confédérale assez peu différente fondamentalement, les sections sont beaucoup plus nombreuses à nous soutenir. Il y a même quelques UD. C'est un mouvement positif et c'est surtout dans ce sens que nous demandons aux travailleurs français de nous épauler. D'autant que dans les usines, plus que sur le quartier, l'unité de lutte Français-Immigrés est plus avancée. Quand on est en lutte dans une usine, on se retrouve au coude à coude.

— Aujourd'hui, Stoléro attaque directement le Comité de Coordination : une centaine de délégués sont traduits devant les tribunaux. A quoi correspondent ces nouvelles menaces ?

— L'objectif essentiel aujourd'hui face aux nouvelles menaces, c'est de créer un rapport de forces capables de faire reculer Stoléro. Il nous met en cause directement, sous prétexte que nous remettons en cause sa politique sociale envers les familles. Les familles des cités de transit, entassées par exemple à Saint-Denis depuis des années, n'ont pourtant jamais vu cette prétendue politique sociale, même avant notre grève !

En fait, ce n'est pas pour Stoléro essentiellement une question de sous ! Ce qu'il veut surtout, c'est arrêter la lutte. Pour lui, il faut que la situation redevienne très vite normale, d'autant plus que la lutte s'étend aujourd'hui à d'autres foyers. Ce

n'est plus seulement la Sonacotra.

Il n'est pas question pour eux de laisser se développer cette dynamique de lutte dans une situation générale où les travailleurs dans les usines, les chantiers, se mobilisent et engagent la riposte. Ils ont peur de cette riposte de tous ceux qui comptent sur leurs luttes pour gagner. C'est dans ce cadre qu'il faut placer les menaces de Stoléro.

Car pourquoi a-t-il choisi de poursuivre ces 100 résidents ? Parce que ce sont les plus-combattifs. Ce refus de céder, c'est le même qu'on retrouve face aux revendications dans les usines, à Renault, à Moulinex. Ici on envoie les flics, là on s'apprête à expulser.

C'est bien de cela qu'il s'agit. Malgré les dénégations de la Sonacotra qui prétend « simplement appliquer la loi », nous sommes persuadés que le pouvoir a l'intention de tout faire pour expulser ces camarades. Face à cela, ce n'est que dans la mesure où nous serons capables de mobiliser les résidents des foyers, les travailleurs et tous les démocrates de France, que nous pourrons faire reculer Stoléro, empêcher les expulsions.

Nous les appelons à se mobiliser devant les tribunaux pour la série de procès qui commencent. Bien sûr, c'est une période difficile avec les congés. Mais il faut que le maximum des forces présentes soient mobilisées : les arguments juridiques, aussi fondés soient-ils, n'ont guère de force s'ils ne sont pas appuyés sur une mobilisation massive.

Nous appelons aussi les travailleurs à descendre massivement dans la rue pour la manifestation du 8 juillet à Paris.

Unir nos luttes, dans les foyers et dans les usines, c'est le sens que nous voulons donner à cette manifestation !

Cette série d'articles a été réalisée en commun par les rédacteurs du Quotidien du Peuple et de L'Humanité Rouge.

abonnez-vous
abonnez vos amis



**LA CARTE D'ABONNE AMI
DU QUOTIDIEN DU PEUPLE
VOUS DONNE DROIT**

A un abonnement à :

- *Front Rouge*, revue politique et théorique du PCR ml.
- *Pékin Information*.
- *La Chine en construction*.
- Réception du *Manifeste pour le Socialisme*.

et à un livre ou un disque au choix :

Le tome V de Mao Tsé-toung.

Ou parmi les livres :

- *Eugène Varlin, pratique militante et écrits d'un communard* (Paule Lejeune)
- + *La Commune en bandes dessinées*
- *Les dix jours qui ébranlèrent le monde* (John Reed)
- *Ma plume au service du prolétariat* (Haoran)
- *Danger ! Amiante* (Collectif intersyndical sécurité des universités Jussieu, CFDT, CGT, FEN)
- *La Commune de Paris* (Lissagaray)
- *La Chine à la mort de Mao* (Alain Bouc)
- *L'usine de la peur* (Daniel Bouvet)
- *Salaires aux pièces*
- *L'électro-nucléaire* (CFDT)
- Nucléaire, danger immédiat.*
- *Les écoles rurales, quel avenir ?*

Parmi les disques :

- *Kan Bale lu poblek breizh*, chants pour le peuple breton, soutien aux familles des détenus politiques bretons.
- *Viva la Vida*, Carlos Andreou.
- *Terre de ma patrie*, chants palestiniens de l'intérieur par Mustapha El Kurd et la troupe de Balatine.
- *Radio Renaissance*, chants interprétés par le GAC.
- Au choix, disques chiliens : *Checca* *Chile* *Resistencia*
- *Naussac*
- *La Résistance Palestinienne chantée par ses enfants.*
- *Ki Du* (Gilles Servat)
- *Ça branle dans le manche* (François Tusques)
- *Le pouvoir des mots* (Gilles Servat)
- *Dansons avec les travailleurs immigrés* (François Tusques)

**Sur présentation
de la carte «abonné-ami»
du Quotidien du Peuple**

- Entrée gratuite dans les meetings et réunions du PCRml
- réductions dans certaines librairies et cinémas dans les grandes villes.

Nom (en capitales).....

Prénom.....

Ville.....

Date :

Abonnement normal 350 F

Abonnement de soutien 600 F

... F

Mode de versement : - en une fois - en trois fois

Indiquez par une croix dans les cases vos différents choix.
Découpez et renvoyez au Quotidien du Peuple

BP 225 75924 Paris Cédex 19.

Crédit Lyonnais Agence ZU compte n° 7713 J.

Le prix de l'abonnement est de 350 F, qui peuvent être versés soit intégralement à la commande - soit en trois fois (200 F à la commande, puis 100 F et 50 F), échelonnés sur trois mois. Nos abonnés disposeront d'une carte «abonné-ami», qui leur donnera un certain nombre d'avantages

LUTTES OUVRIERES

Sodim (Aix-en-Provence)

UNE GREVE DÉTERMINÉE ET ACTIVE

La zone industrielle des Milles, à quelques kilomètres d'Aix-en-Provence, est en effervescence. Depuis deux jours, l'entrepôt Sodim, qui fournit de nombreux magasins d'alimentation de la région, tourne au ralenti.

C'est mardi matin qu'une grande partie des travailleurs (une cinquantaine), préparateurs de commandes, manutentionnaires, caristes, se sont mis en grève pour leurs revendications. Ils se battent contre les conditions dans lesquelles on fait ou on défait les contrats «à la tête du client», d'où une non-garantie de l'emploi ;

pour l'augmentation de la prime de transport que la direction se refuse à réajuster depuis la hausse de l'essence (les gars viennent de 30 kilomètres à la ronde) ; une prime de congés égale à la moitié d'un mois de salaire au minimum ; l'amélioration des conditions de travail ; l'ouverture de négociations sur des avantages à la convention collective nationale ; la 5^e semaine de congés ; le respect des libertés syndicales et autres ; la formation à tous les niveaux dès l'entrée dans l'entreprise.

La détermination des travailleurs à faire aboutir leurs revendications est

grande. C'est que, depuis un mois, le ras l'bol s'est accumulé contre une direction qui exige un travail de plus en plus rapide (1 000 étiquettes par jour au début de l'année et 1 200 aujourd'hui) et qui traite par le mépris les travailleurs et leurs représentants syndicaux. Sodim, c'est aussi l'arbitraire patronal à visage découvert, les travailleurs licenciés parce qu'ils avaient le malheur de ne pas plaire à tel ou tel chef, ou simplement à «tonton» comme les travailleurs surnomment leur directeur. Unis autour de leur section syndicale CGT, les travailleurs de

SODIM infligent un démenti à ceux qui prétendent que la classe ouvrière serait abattue après la défaite électorale de la gauche. Ils prennent des initiatives pour populariser leur grève par tracts auprès des autres boîtes de la zone industrielle et des magasins Sodim. Des discussions ont eu lieu avec des travailleurs d'un autre entrepôt (celui de Casino, à quelques centaines de mètres), qui connaît des conditions de travail similaires. Les travailleurs de Sodim montrent la voie à suivre, celle de la lutte. soutenons-les !

Corr. Aix-en-Provence

Vitry Solidarité autour de Belcam

Jeudi : la situation est confuse à Belcam, où les intentions du patron restent inconnues. L'entreprise n'a pas déposé son bilan et donc les ouvriers ne peuvent s'inscrire à l'ANPE.

Pour autant, des listes, différentes, de licenciements circulent. Le patron «qui n'a pas d'argent» paie néanmoins la maîtrise qui ne travaille pas puisque l'usine ne tourne pas.

Ce n'est pas le moins révoltant que de voir, comme le disait un délégué mardi «Des millions s'envoler chaque mois». Il semble bien que l'intention des patrons soit de déménager ailleurs avec un personnel restreint. En effet, ils demandent l'évacuation alors qu'il y ont libre accès et qu'il n'y a pas d'entrave au travail, puisque la grève est totale.

Par contre, la levée de l'occupation permettrait le déménagement des machines. La décentralisation démantèlerait la section syndicale. Les patrons pourraient réaliser une juive opération immobilière avec les terrains laissés libres.

C'est pourquoi le rapport de forces autour de Belcam est essentiel.

**JEUDI A 16 h 30
à l'appel de l'UL CGT
se tient un
RASSEMBLEMENT
DE SOLIDARITÉ
(angle des rues G. De-
fresne et H. Barbusse)**

Il faut forcer le patron, qui mise sur la démobilité due aux vacances, à abattre ses cartes.

Corr. Vitry

C.H.U. de Caen

Des employés en lutte pour conserver des avantages acquis

Dans le service légumier du CHU de Caen, la totalité des employés se sont mis en grève contre la restructuration de leur service que veut imposer la direction. En effet, la direction veut ouvrir une deuxième chaîne de repas en n'embauchant que trois personnes alors qu'il en faudrait quinze. La direction préfère aggraver les conditions de travail plutôt que d'embaucher. Elle veut démanteler le service de légumerie et passer les employés sur la chaîne en plus de leur travail habituel.

Les femmes de plus de 40 ans (avec parfois plus de 15 ans de service) sont très révoltées. Elles sont allées massivement mercredi matin à la direction, lui indiquant qu'il n'était pas question de «revenir huit ans en arrière», qu'elles refusent le travail en horaires postés qui les obligerait

notamment à travailler le week-end. Comme le disait une femme à la direction : «Toute notre vie, nous avons vécu les week-end et les Noël à l'hôpital. Depuis huit ans, nous avons obtenu des conditions de travail un peu moins dures : pas question de revenir en arrière.» Elles sont fermement décidées à se battre. Pour l'instant, elles refusent les nouveaux horaires et viennent à leurs horaires habituels. La direction menace de ne pas les payer.

Par ailleurs, mercredi midi, au self du personnel du CHU, une dizaine de travailleurs de Moulinex-Caen, dont un délégué CFDT, sont venus faire un collecte pour les victimes du commando patronal : 235 F ont été collectés. Il y a eu aussi un débat sur la lutte de Moulinex.

Corr. Caen

**Foyers SONACOTRA
d'Ivry et de Villejuif :
premier anniversaire,
un an de lutte
1^{er} juillet 1978**

**Au foyer Sonacotra d'Ivry
4 rue Michelet
Métro Mairie d'Ivry
interventions, films,
musique, débats,
brochettes, merguez**

A Ivry comme dans la plupart des foyers Sonacotra en grève, des délégués et des résidents ont reçu des avis de paiement des loyers en retard suivis de près par des convocations au tribunal d'Instance ; pour les résidents d'Ivry, le 7 juillet à 14 h 30 au tribunal d'Instance d'Ivry ; pour ceux de Villejuif, le 12 juillet à 14 h 30 à la mairie de Villejuif.

La fête anniversaire c'est l'occasion pour les résidents des deux foyers de montrer qu'ils sont plus que jamais unis dans la lutte ; c'est pour les travailleurs et la population française l'occasion de manifester leur solidarité active à la lutte.

Venez nombreux soutenir les résidents en lutte lors de la fête du 1^{er} juillet et lors de la manifestation nationale prévue le 8 juillet. Montrez activement votre solidarité en venant soutenir les 7 et 12 juillet à Ivry et Villejuif.

**téléphonez
au
quotidien
636 73 76**



Le Quotidien du Peuple
Adresse Postale BP 225 75 924 Cédex 19
Crédit Lyonnais Agence ZU 470, compte N° 7713 J
CCP N° 23 132 48 F - Paris
Directeur de Publication : Y. Chevet
Imprimé par IPCC - Paris
Distribué par les NMPP
Commission Paritaire : 56 942

Moulinex-Alençon

Quand les femmes prennent leur place dans la lutte

Reportage
de Nadine
CHATRAS

Alençon. Jeudi 8 heures. L'écrasante majorité des ouvrières et ouvriers poursuivent la grève alors que quelques ouvriers très peu nombreux étaient rentrés de l'usine. Hier matin, mercredi, les CRS ont quitté les abords de l'usine, mais sans s'éloigner de la ville. Ils ont été remplacés par quelques flics. L'après-midi, les grévistes ont décidé de fermer les portes de l'usine : conséquence : une grosse panique chez les chefs qui ont ordonné aux quelques personnes non-grévistes d'évacuer l'usine. Le soir les CRS sont revenus et ce matin ils sont toujours là. Une réunion avec la direction se tient cet après-midi, pour négocier. A Alençon, les grévistes sont déterminés à poursuivre la lutte si la direction ne fait pas de concessions substantielles.



L'INITIATIVE DANS LA LUTTE

Toutes les difficultés rencontrées par les femmes pour se syndiquer, pour se battre au jour le jour dans l'atelier, sont surmontées dans la lutte actuelle. Dès le départ de la lutte, quand les syndicats ont proposé de se mettre en grève, les filles qui sont sorties des ateliers, étaient décidées à fermer les portes et à occuper l'usine. La grève est partie dans l'enthousiasme : à l'atelier de montage des cafetières, 34 filles sur les 36 qui sont sur la chaîne sont sorties en bloc de leur atelier !

Depuis le début du conflit, elles se retrouvent ensemble au piquet de grève, et dans tous les moments durs. Mardi matin, l'une d'elle propose de crier : «Travailleurs, ne rentrez pas !» Bientôt, une quinzaine de filles reprirent le slogan, puis tous les grévistes. Ce sont encore elles qui, voyant que les flics laissaient un passage libre,

à côté de la porte ouverte, pour les non grévistes, formèrent une chaîne face aux CRS afin de bloquer le passage. Elles obligèrent ainsi les flics à se rapprocher des grilles : il y avait alors deux barrières à franchir pour rentrer, les grévistes et les CRS. Cela découragea quelques hésitants !

«IL FAUT TOUT FAIRE POUR GAGNER !»

C'est le sentiment des grévistes de Moulinex qui sont en lutte depuis maintenant quinze jours. Tout faire, c'est être devant l'usine le plus souvent possible, même si le ménage n'est pas fait depuis plusieurs jours et que la lessive s'accumule ! C'est aussi aller manifester en ville pour populariser la lutte auprès des travailleurs d'Alençon. Une fille expliquait, lors de la première manifestation, le jeudi 22, qu'elle ne tenait pas à défilier en ville : elle racontait que, quand elle était vendeuse dans un magasin d'Alen-

çon, le passage des ouvriers manifestant n'était pas bien vu par les commerçants... Cependant, ces réticences tombèrent quand il fallut risquer à l'intervention des flics ! Elle manifesta parmi ses camarades d'atelier, comme beaucoup d'autres ouvrières qui n'étaient pas venues la première fois.

DES FEMMES OUI... DES TRAVAILLEUSES EN LUTTE AUSSI !

L'encadrement se plaît à entretenir des divisions entre les filles sur la chaîne : elles portent sur la tenue, le comportement vis-à-vis du chef, sur la rapidité sur la chaîne... Dans la lutte, toutes ces mesquineries que «l'on» prête aux femmes sont remises en question. Les contradictions qui naissent sont d'une toute autre nature ! Elles opposent les filles qui se battent à celles qui, peu nombreuses, osent rejoindre les chefs et rentrer avec eux. C'est l'attitude dans la lutte qui est alors la seule

critère qui entre en considération : celles qui «fayotent», qui sont du côté du patron et celles qui, ensemble, tiennent tête aux assauts des chefs cherchant à les faire rentrer. C'est pour elles, relever la tête en tant que femmes ouvrières !

Elles ne craignent plus de se moquer des cadres qui d'un air hautain parlent de liberté du travail, alors qu'ils gagnent 1 million par mois. Ainsi, une déléguée CGT répond du tac au tac pendant un long moment à Amelaine, le patron de la boîte d'Alençon qui ne cesse d'injurier les grévistes. A ses appels à la liberté du travail, elle lui répliqua que «les ouvriers n'ont que la liberté de se faire exploiter !»

Dans la lutte, les femmes de Moulinex s'affirment en tant que travailleuses : leur salaire ne sert pas à finir les fins de mois du ménage ou à payer les traites de la voiture ! Leur salaire, elles le gagnent parce qu'elles passent 8 h

par jour sur chaîne à produire des marchandises qui permettront à Moulinex de réaliser de somptueux profits ! C'est contre cela qu'elles se battent, ces femmes qui se libèrent de Moulinex.

Dans la lutte actuelle, elles ont à affronter la direction qui vient tous les jours tenter de faire reprendre le travail. Elles ont aussi à affronter les cadres fascistes qui tentent de reprendre la boîte aidés par quelques nervis payés par la direction. Elles furent les premières à les refouler aux différentes portes, sans craindre les violences de ces nervis. Elles se firent aussi repousser par les CRS sans aucune douceur, mais non sans résister, aux cris de «CRS hors de l'usine !» A tous les moments de lutte intense, beaucoup de fem-

mes prirent la parole pour lancer un mot d'ordre, entamer une des chansons qu'elles ont composées ou expliquer aux autres la situation. Pour elles, l'objectif, c'est de faire céder le patron, et pour cela elles sont prêtes à affronter toutes ses manœuvres. Dans les faits, c'est sur le terrain de la lutte de classe qu'elles posent la question de leur libération. Et comme le dit une de leurs chansons :

«Moulinex n'a pas voulu nous donner, nous donner
Moulinex n'a pas voulu nous donner satisfaction
Alors nous continuerons
Tous ensemble, tous
ensemble
Alors nous continuerons
Tous ensemble et nous
vaincrons !»

Fin

Les grévistes se font expulser par les flics devant les portes de l'usine



Caen : la solidarité autour de Moulinex

Mercrdi après midi, vers 15 h 30, une centaine de travailleurs sont devant Moulinex. A nouveau, des travailleurs de Saviem, Blaupunkt, SMN, de l'hôpital, viennent discuter avec les grévistes. Pour l'instant, la direction ne veut lâcher que 46 F. Hier à l'entrevue, les grévistes ont déposé sur la table une matraque du commando.

Des collectes ont été organisées pour soutenir les grévistes. Un délégué CFDT explique qu'ils ont contacté des médecins d'Hérouville pour bénéficier des soins gratuits pour ceux qui participent à la lutte et des paysans pour avoir du ravitaillement à prix réduits.

Les travailleurs de Moulinex appellent au soutien. Ils apprécient l'unité et la solidarité autour d'eux. La question des perspectives à offrir aux ouvrières de Moulinex et à tous ceux qui les soutiennent face à l'intransigeance de la direction reste posée.

Samedi 1^{er} juillet à 21 h, Salle des fêtes à Mondeville, les Moulinex organisent un bal de soutien.

La combativité reste très grande et les Moulinex cherchent à développer l'unité autour d'eux pour poursuivre l'action sur la base de leur nouveau rapport de forces.

Corr. Caen

THEATRE D'ORSAY

REUNION
DES DISSIDENTS
SOVIETIQUES

Soutien au dissident Guinzbourg, menacé d'une nouvelle peine de dix ans de camp, dans un procès qui va s'ouvrir tout prochainement. Dénonciation de la nouvelle internationale des bourreaux, qu'ils soient d'Amérique latine, d'Asie, d'Afrique du Sud ou des pays de l'Est. Appel à l'élaboration d'une charte morale des intellectuels dans un engagement pour la lutte des droits de l'homme. Tels étaient les thèmes de la réunion à laquelle les dissidents soviétiques avaient convoqué plus d'une centaine d'intellectuels mercredi soir au théâtre d'Orsay.

La soirée en guise de symbole s'ouvrit sur des chansons de l'Argentin Mena. A la tribune : Leonid et Tania Pliouchtch, Vladimir Boukovsky, Victor Fainberg, Vladimir Maximov, Nekrassov, Natalia Gorbanevskaïa.

Cette dernière prenait la parole pour retracer le combat mené par Guinzbourg et appeler à sa défense. Puis, les uns après les autres, les dissidents allaient expliquer leur point de vue sur les formes de la lutte à mener aujourd'hui et poser la question du boycott de l'Union Soviétique. L'expérience positive de la campagne pour le boycott du Mondial, les engagements de boycott pris par des physiciens français au lendemain de la condamnation d'Orlov, la campagne menée actuellement par des généticiens, des psychiatres et des médecins pour le boycott du congrès de génétique à Moscou, d'une rencontre de psychanalyse à Tbilissi, du congrès de cancérologues à Buenos Aires allaient servir de base au débat.

Pliouchtch précisait d'emblée les raisons et les contours de la campagne. Les raisons : « La menace de guerre croissante, la montée du totalitarisme, le manque de principes sur ces questions des dirigeants des gouvernements occidentaux, dits démocratiques. Depuis l'échec de Belgrade la répression s'est accentuée en URSS (...) L'ONU et les gouvernements occidentaux ont montré leur impuissance. Un seul espoir demeure : l'opinion publique. Nous faisons appel à la responsabilité morale des intellectuels, mais nous ne nous limitons pas aux intellectuels. (...) Il serait important que les syndicats comprennent que dans les pays totalitaires, il n'y a plus de division entre la droite et la gauche. Quand Brejnev aide l'Argentine, cela devient inepte. Une heure de grève, même symbolique, ne serait-ce que pour s'opposer au transit des marchandises à destination de l'Argentine, le fait de sortir de certaines

unions de syndicats, seraient d'une grande aide. Les ouvriers pourraient aussi participer au boycott, par exemple, quand on fabrique ici le papier pour la Pravda ». Il précisait aussi les contours : « Le boycott c'est pour forcer le gouvernement à respecter les lois internationales ». Et il définissait les différentes formes du boycott : idéologique, culturel, scientifique, sportif.

Et c'est sur ces différentes formes d'action de

boycott que s'engageait le débat et s'affrontaient les opinions de divers personnalités. La préparation et les formes du boycott des Jeux Olympiques de Moscou étaient un des points importants du débat, la nécessité en étant reconnue par tout le monde. Ouverture d'une campagne dont les contours se préciseront dès la rentrée et sur laquelle nous aurons largement l'occasion de revenir.

Joëlle FECLAZ

Manifestation devant Beaubourg



Mardi en fin d'après-midi à l'appel du CALPEU (Comité de coordination en appui aux luttes des peuples des pays de l'Est et de l'URSS) se tenait une manifestation sur la place Beaubourg. Regroupés autour des banderoles, les manifestants dénonçaient la répression contre les signataires de la charte 77 en Tchécoslovaquie, l'internement psychiatrique des fondateurs du syndicat libre en URSS, les nationalités persécutées en Ukraine et en Arménie, les minorités déportées tels les Tatars de Crimée, les Allemands de la Volga... Ils appelaient à la défense de Guinzbourg et Chtcharansky, menacés de lourdes peines dans des procès imminents.

COMITE DE DEFENSE
DES BIOLOGISTES PRISONNIERS
D'OPINION

Il y a plus de 500 000 prisonniers d'opinion dans le monde. Ce sont des innocents emprisonnés uniquement en raison de leur opinion, des hommes ou des femmes qui n'ont pas fait usage de la violence ni son apologie. Parmi eux, nombreux sont les intellectuels : journalistes, écrivains, syndicalistes, hommes politiques, religieux, médecins, avocats, universitaires, enseignants, étudiants...

Nous avons pris en charge deux de nos collègues biologistes : Sergei Kovalyov (URSS) et Sandoz Arancibia (Chili).

Nous appelons tous les universitaires et en particulier tous les biologistes à développer un grand mouvement de solidarité pour obtenir leur libération. Un appel similaire pour les mêmes collègues a recueilli en juillet 1976 à l'occasion de deux congrès internationaux à Hambourg, plus de 1 100 signatures, parmi lesquelles 16 prix Nobel : A. Lwoff, F. Jacob, Ch. B. Anfinsen, Ch. de Duve, S.E. Luria, A. Szent-Gyorgyi, J.D. Watson, H. Krebs, G. Wald, Higgins, H.M. Temin, J. Axelrod, D. Baltimore, R. Dulbecco, A. Kornberg, A. Claude.

SERGEI KOVALYOV

Sergei Kovalyov né en 1932, marié à L. Boitsova, est père d'un enfant. Il a été arrêté le 27 décembre 1974. Son arrestation est en rapport avec la parution non autorisée en R.S.S. de Lithuanie de la Chronique de l'Eglise Catholique Lithuanienne, publication de la défense de la pratique religieuse. Ce ne fut qu'un prétexte pour le jurer hors de Moscou à Vilnius, loin de ses amis, loin de toute publicité. Les charges retenues contre lui tombent sous le coup de l'article 70.1 du Code criminel de la R.S.F.S.R. « Diffusion d'assertions calomnieuses dénigrant le

régime politique et social soviétique ainsi que la diffusion ou la rédaction ou la détention aux mêmes fins, d'écrits de même nature » et qui peut entraîner une peine maximale de 7 ans de privation de liberté dans une colonie de rééducation par le travail à régime sévère et à 5 ans d'exil intérieur.

Pour quelle raison Sergei Kovalyov a-t-il été sujet à une telle persécution ? Dès 1969, Sergei Kovalyov se joint au groupe d'Initiative pour la Défense des Droits de l'Homme en Union Soviétique. En 1973, il participe à la création du groupe de Moscou d'Amnesty International qui, statutairement, ne s'occupe que de prisonniers non-soviétiques.

Sergei Kovalyov s'est efforcé d'améliorer le sort des prisonniers d'opinion, d'assurer aux citoyens soviétiques le respect des Droits fondamentaux tels que ceux de la liberté d'expression et de la liberté religieuse. Il intervient en faveur de nombreux détenus : Vladimir Boukovski, Mustapha Djemilev (tatare de Crimée), Général Piotr Grigorenko, Leonid Plyouchtch, détenus dans un hôpital psychiatrique spécial (libérés depuis), Alexandre Soljenitsyne, Gabriel Superfin, toujours emprisonné à Vladimir, Yuri Shikhanovitch (libéré depuis).

Le 7 mai 1974, Sergei Kovalyov remet à des correspondants de presse étrangers les N° 28, 29 et 30 de la Chronique des Evénements Courants (autre publication non autorisée consacrée à la Défense des Droits de l'Homme en Union Soviétique) avec la déclaration suivante : « Nous sommes convaincus que la vérité concernant les violations des Droits de l'Homme doit être connue de tous ceux que cela intéresse ».

Avec T. Velikanova et T. Khodorovitch, il annonce

qu'ils prennent publiquement la responsabilité de diffuser cette chronique. C'est un acte de courage sans précédent lorsque l'on sait que cette publication Samizdat est considérée par les autorités soviétiques comme diffamatoire à l'égard du régime.

Les talents de biologiste de Sergei Kovalyov sont aussi grands que son dévouement à la cause de la vérité et à celle des Droits de l'Homme. Auteur de plus de 60 publications, il a particulièrement fait avancer l'électrophysiologie du myocarde, l'étude des tissus nerveux, des neurones (une bibliographie est à la disposition des collègues qui désirent la consulter).

En 1969, il est congédié de l'Université de Moscou en raison de sa participation au groupe d'initiative pour la Défense des Droits de l'Homme. Le 27 décembre 1974 il est arrêté et emprisonné à Vladimir. Un an plus tard le 8 décembre 1975 à Vilnius s'ouvre son procès. Les charges sont :

1. Diffusion de la Chronique des Evénements Courants
2. Utilisation dans cette revue de documents provenant de la Chronique de l'Eglise Catholique Lithuanienne
3. Possession d'une copie de l'Archipel du Goulag
4. Transmission de documents anti-soviétiques
5. Rédaction de lettres ouvertes et signature de déclarations
6. Auteur de conférence de presse.

Le 12 décembre 1975 il est condamné en vertu de l'article 70.1 du Code Pénal de la R.S.F.S.R. à 7 ans de Colonie de travail correctif à régime sévère suivis de trois ans d'exil.

LES IRREGULARITES
D'ORDRE JURIDIQUE
CONCERNANT
SON PROCES SONT :

— Interdiction de bénéficier d'un avocat de son

choix. Il se défendra seul.

— Interdiction à ses amis d'être présents aux audiences.

— Interdiction de faire citer ses propres témoins.

— Aucune preuve formelle du caractère mensonger des documents dont il a favorisé la diffusion n'a pu être apportée.

Ainsi Sergei Kovalyov est un prisonnier d'opinion. A ce titre, il est pris en charge par un groupe d'adoption d'Amnesty International qui nous a fourni l'information matière de ce texte (1).

Détenu dans la colonie de travail correctif Vs 389/36 du Gouitou (organe remplaçant le Goulag) dans la région de Perm (Oural), il subit des conditions de détention très dures (hiver très rigoureux, brimades très fréquentes, emprisonnement dans le Shizo c'est-à-dire l'isolateur du camp). Très malade, il a pu seulement grâce à une intervention internationale auprès de l'Académie des

Sciences de l'URSS, bénéficier d'une autorisation d'être opéré à l'Hôpital prison de Léningrad (mars 1977). Depuis, il serait retourné à la Colonie N° 36. La santé de Sergei Kovalyov s'est notablement dégradée depuis son arrestation. Il doit pouvoir bénéficier de l'article 100 du Code du Travail Correctif stipulant qu'un détenu peut être libéré pour raison de santé.

(1) Amnesty International - 18 rue de Varenne - 75 007 Paris - Tél. 222 91 32

Pour tous renseignements concernant le Comité de Défense des Biologistes Prisonniers d'opinion s'adresser à : Claude Caussanel - Laboratoire de Physiologie des Insectes - Université Paris 6 - 7 quai St Bernard 75 005 Paris - Tél : 336 25 25 poste 3558. Compte provisoire : CCP 93 506 Limoges.

Contre la participation
au congrès de Génétique
de Moscou

A la date du 26 juin 1978, 136 biologistes avaient signé un appel où ils se déclarent « très inquiets de la situation en URSS où se produisent de fréquents internements pour délits d'opinion, au mépris des engagements de l'URSS de respecter les droits de l'homme ».

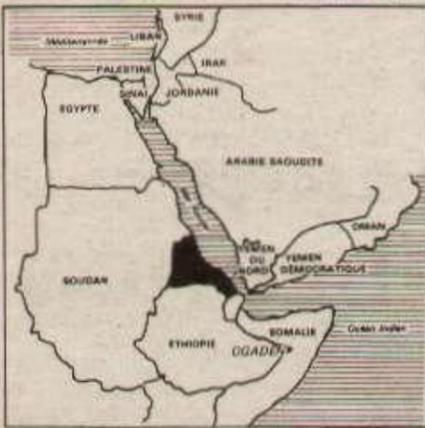
Dans ces conditions ils décident de témoigner de leur volonté de défendre le droit universel à la liberté d'opinion, en refusant de participer au XIV^e Congrès International de Génétique prévu à Moscou du 21 au 30 août 1978 et demandent à tous les membres de la communauté scientifique et médicale internationale de se joindre à eux en n'acceptant pas d'assister à ce congrès.

Les signataires s'engagent aussi à refuser de participer à toute réunion organisée par les autorités officielles des pays soumis à l'oppression policière et où les droits de l'homme sont systématiquement violés.

Adresse du comité :

Claude Caussanel
Laboratoire de Physiologie des Insectes
Université Paris 6
7, quai Saint-Bernard. 75005 Paris

URSS-USA HORS DE LA CORNE DE L'AFRIQUE !



La guerre en Érythrée

L'ENJEU DE LA MER ROUGE

Par Jean-Paul GAY

L'importance stratégique de la Mer Rouge, notamment pour ce qui concerne l'approvisionnement pétrolier de l'Occident et particulièrement de l'Europe, est énorme. Ceci est vrai surtout depuis la réouverture, en 1975, du canal de Suez, réouverture qui a eu une double conséquence. D'abord, de nombreux pétroliers en provenance des ports du Golfe peuvent à nouveau transiter par la Mer Rouge, avant de décharger leur cargaison de pétrole dans les ports européens ou américains. D'autre part, la réouverture de Suez permet aux flottes de guerre de relier rapidement, en passant par la Mer Rouge, la Méditerranée à l'Océan indien. Il est significatif à cet égard que la réouverture du canal ait été « inaugurée » en 75 par un bâtiment soviétique, suivi d'un bâtiment américain. En passant par la Mer Rouge, la marine de guerre soviétique, qui n'est plus comme au temps du régime socialiste, une simple force de défense côtière mais, est de plus en plus une force armée offensive, à l'échelle mondiale, peut très rapidement gagner l'Océan indien, et menacer la route du pétrole pour l'Occident puisque, celle-ci, malgré la réouverture de Suez, passe encore à 60 % le long des côtes africaines, en contournant l'Afrique du sud par le Cap de Bonne Espérance. Assurément, il y a là pour l'URSS un moyen de pression considérable sur les sources de ravitaillement occidentales.

C'est en le rapportant à cet enjeu que les grandes puissances impérialistes prétendent décider du sort de l'Érythrée et de ses 1 000 kilomètres de côte sur la mer Rouge. Et c'est ce qui explique qu'elles sont au moins d'accord sur le fait d'empêcher l'Érythrée, de venir renforcer, par l'obtention d'une authentique indépendance, la position des pays riverains hostiles à la mainmise des superpuissances.

Le Kremlin, qui n'est pas parvenu à mener à bien ses entreprises de subversion du mouvement de libération érythréen, ne lui a jamais apporté le moindre aide, comme le soulignent les dirigeants de ce mouvement. Du moins, lui reconnaissait-il, en paroles, le bien-fondé de ses revendications, ceci tant que le régime éthiopien restait très lié à l'impérialisme américain. Mais, dès lors qu'à la faveur des bouleversements intervenus en Éthiopie depuis 74 (depuis la chute de l'empereur Sélassié), Moscou a pu s'ingérer de plus en plus dans la conduite des affaires éthiopiennes, la lutte pour l'indépendance de l'Érythrée est devenue pour les dirigeants soviétiques « la vente du pays aux Arabes, pour des pétrodollars », une « compromission honteuse avec les rois du pétrole, avec l'Arabie Saoudite ». Ces calomnies expriment le souci des Soviétiques, après leur échec en Égypte et en Somalie, deux pays membres de la Ligue Arabe, de ne pas laisser la mer Rouge devenir un « lac arabe », et d'y conserver la « liberté de navigation internationale », selon les intérêts bien compris de l'URSS.

« Les deux parties estiment que le contrôle de la mer Rouge ne doit pas se faire au détriment de la navigation internationale » déclarait le communiqué commun soviéto-éthiopien, publié le 9 mai 77, à l'issue de la visite à Moscou, de Mengistu, devenu trois mois plus tôt le nouveau chef de l'État éthiopien. Ces termes du communiqué indiquent un des

Les États-Unis ne sont pas en reste. « Ce qui est en jeu (pour les États-Unis en Éthiopie), c'est le contrôle de la mer Rouge, route internationale vitale, menant de l'Océan Indien et du Golfe d'Aden vers le canal de Suez et la Méditerranée. Ce qui est en danger, c'est l'avenir de toutes les régions du Moyen Orient, grandes productrices de pétrole, l'avenir d'Israël et la route stratégique de la mer Rou-

ge », ce commentaire de *US News and World Report* de juin 67, fait, alors que la marine soviétique n'avait pas du tout la réalité d'aujourd'hui, est toujours, et plus que jamais actuel, pur les dirigeants américains. Les intérêts qu'ils défendent les amènent toujours à combattre la souveraineté des pays riverains sur la mer Rouge, à s'opposer à leur unité dans cette entreprise, et en particulier tenter de s'ap-

principaux enjeux de la partie qui se joue dans la Corne de l'Afrique : le contrôle de la mer Rouge. Ce contrôle a toujours fait l'objet d'une âpre rivalité entre les grandes puissances. Aujourd'hui, la superpuissance soviétique tente de ravir ce contrôle aux États-Unis et aux autres puissances occidentales, dont la France qui maintient sa base de Djibouti.

puyer sur certains pays arabes tels l'Arabie Saoudite, pour manipuler le mouvement de libération érythréen. Le rôle joué dans la mer Rouge par Israël, base d'agression de l'impérialisme contre le monde arabe, s'inscrit d'ailleurs dans ce cadre.

Ceci explique que le sommet de Tazé en mars 77, pour l'indépendance de la mer Rouge, ait visé aussi bien le sionisme que

les ambitions hégémoniques des superpuissances. Aux côtés de ses homologues soudanais, somaliens et nord-yéménites, y participait Salem Ali Rubaye, chef de l'État sud-yéménite, qui vient de perdre la vie dans un complot, au service de l'URSS, complot mettant en cause l'indépendance de son pays, dont le port d'Aden contrôle l'entrée de la mer Rouge, à la hauteur du détroit de Bab el Mandeb.

Israël ou les « professeurs » de Mengistu

« En février dernier, soit un an après le coup d'État de Mengistu à Addis-Abeba, et dix mois après que celui-ci se soit vu reconnaître officiellement à Moscou, en tant que « grand révolutionnaire socialiste », Moshe Dayan, le ministre des Affaires Étrangères de l'État sioniste, déclarait que son gouvernement continuait d'aider militairement le régime éthiopien.

S'il est difficile pour Israël de se maintenir ainsi aux côtés de l'URSS en tant que pourvoyeur d'armes de la junte éthiopienne, le paradoxe n'est toutefois qu'apparent. Déjà, la volonté maintes fois exprimée par l'état-major sioniste, d'empêcher que « la mer Rouge soit un lac arabe » et la volonté soviétique de s'opposer au contrôle de la mer Rouge par les pays riverains ne sont-elles pas du même acabit ? N'ont-elles pas en commun la même hostilité envers la volonté d'indépendance des peuples de la région ?

UN HERITAGE MAINTENU

D'autres facteurs contribuent au maintien de liens importants entre Addis-Abeba et l'État d'Israël. Le maintien de l'aide sioniste à la junte éthiopienne reflète la volonté de l'impérialisme américain de garder un pied en Éthiopie, avec l'espoir plusieurs fois exprimé au sein même de l'administration américaine d'un retournement de situation, d'un renversement d'alliances du régime éthiopien, au profit de l'impérialisme américain. En même temps, la volonté de Mengistu de conserver d'importantes relations, notamment militaires, avec l'État sioniste, s'appuie sur le long passé de relations « privilégiées » avec lequel le nouveau régime éthiopien n'a nullement rompu. Les tenants de ce régime n'ont-ils pas été hier, comme le rappelle *Vanguard* (organe officiel du FPLP) les artisans de telles relations ? Et les dirigeants comme Mengistu, au premier chef, formé à l'école des officiers éthiopiens de Harrar, en bordure



Moshe Dayan

Dayan : « Israël continue de livrer des armes à l'Éthiopie. (Février 1978) »



Mengistu

de l'Ogaden par des instituteurs israéliens, ne semblent pas avoir renié leurs origines.

Les relations particulières entre Israël et les gouvernements de l'Éthiopie, datent de l'expédition de Suez, de 1956, lorsque Ben Gourion et l'empereur Haïlé Sélassié, très dépendant de la politique américaine, conclurent un pacte secret qui visait notamment à empêcher toute tentative de transformer la mer Rouge en « lac arabe ». Il s'agissait pour les États-Unis et le sionisme de contrer les forces nationalistes arabes qui développaient à cette époque, sous la forme du nassérisme, une ample résistance à l'impérialisme.

En vertu du pacte secret, Haïlé Sélassié ouvrit l'Éthiopie aux techniciens, médecins, commerçants, « conseillers agricoles », israéliens, ainsi qu'aux officiers de la police israélienne qui prirent en charge la formation d'une police éthiopienne, calquée sur leur modèle. Mais, c'est surtout dans le domaine militaire que « l'aide » israélienne fut importante.

FORMÉS DE A A Z PAR ISRAËL

Dès 58, l'armée éthiopienne,

entraînée par Israël était structurée, de l'état-major aux unités de base, par les « conseillers » militaires venus de Tel Aviv. C'est à ce moment qu'Israël fonda l'école d'Harrar dont Mengistu fut l'élève. Tandis que les aviateurs éthiopiens complétaient leur formation en Israël, des officiers israéliens étaient attachés au commandement naval éthiopien en Érythrée, dans les ports de Massaoua et d'Assab.

En octobre 73, cependant, au lendemain du cessez-le-feu, sur le front de Suez, Haïlé Sélassié, à la demande de Sadate, et sous la pression du Tiers Monde en faveur de la cause arabe, annonça la rupture des relations diplomatiques avec Israël. Mais les relations militaires furent maintenues, Haïlé Sélassié, souhaitait voir se poursuivre ce type de collaboration, notamment pour faire face au mouvement de libération érythréen.

La chute de Haïlé Sélassié en 1974, ne mit nullement fin à ces relations israélo-éthiopiennes ; les nouveaux dirigeants optèrent pour le maintien des « conseillers » israéliens. Et même au lendemain de son coup d'État de

février 77, par lequel il s'assura, avec l'appui de l'URSS, le contrôle de la junte éthiopienne, Mengistu insista pour que, non seulement Israël maintienne ses « conseillers » en Éthiopie, mais, même pour qu'il intensifie ses livraisons d'armes.

A un moment où les « conseillers » soviétiques étaient encore en Somalie, avant la fin 77, les États-Unis accordèrent leur « feu vert » à la décision israélienne d'envoyer à la junte éthiopienne quantité de nouveaux armements parmi lesquels les bombes à billes déversées ces derniers mois, en même temps que les obus soviétiques, sur les zones libérées de l'Érythrée.

PRENDRE LES PAYS ARABES A REVERS

Outre la main-mise de sociétés sionistes sur l'élevage et l'agriculture de l'Érythrée, qui réduisit à l'état de misère des milliers de pêcheurs, éleveurs ou agriculteurs de ce pays, les Israéliens ont pris directement en charge une grande partie de la lutte contre le mouvement de libération érythréen. Ils n'ont cessé d'entraîner les commandos spécialisés dans la lutte « anti-guerrilla » et d'encadrer les services de sécurité éthiopiens en Érythrée, afin de faire de ce pays une base d'agression qui prendrait à revers les pays arabes.

« En Érythrée, les Éthiopiens, après avoir constaté l'efficacité avec laquelle la violence utilisée par les juifs en Palestine, leur a permis de réaliser des objectifs impossibles à concrétiser par des moyens pacifiques, ont eu recours à ces méthodes de violence contre les partisans de l'indépendance érythréenne ». Ces propos de Trevaskis, l'ancien administrateur colonial britannique en Érythrée, peuvent s'appliquer aussi à Mengistu. Celui-ci, aujourd'hui inféodé à Moscou, dans la guerre qu'il mène contre l'Érythrée, conservé le terrorisme sionisme pour modèle.

Grande-Bretagne : vers des élections anticipées en octobre prochain

Après la rupture du «pacte Lib.-Lab.» (alliance du Parti Libéral et du Parti Travailleuse), les libéraux ont annoncé récemment qu'ils retireraient leur soutien au gouvernement si celui-ci n'appelaient à des élections générales en automne prochain. Même sans cet avertissement, le premier ministre Callaghan ne pouvait éviter d'avancer la date des élections, vu sa faible majorité qui s'effrite de plus en plus et vu surtout la situation économique qui se dégrade. Pour que les travaillistes se maintiennent au pouvoir il leur faudra à la fois conserver la confiance du Parti Libéral dont l'aile droite est attirée vers les conservateurs et obtenir un accord des syndicats sur le plan de l'austérité, ce qui ne se fera pas sans mal.

R.A.S.D. : lourdes pertes infligées aux troupes marocaines

Les combats qui ont opposé l'Armée de Libération populaire Sahraouie aux troupes marocaines la semaine dernière ont fait une dizaine de tués du côté marocain, l'A.L.P.S. signale également dans un communiqué qu'elle a capturé un soldat marocain et qu'elle s'est emparée d'une grande quantité d'armes. Les colonnes marocaines ont été attaquées dans la région de Tifariti et de Guelta Zemmour.

Pérou : retour des exilés élus députés

Le régime péruvien qui maintient en détention des milliers de prisonniers politiques et a expulsé plusieurs dirigeants politiques et syndicaux vers l'Argentine, vient de décider du retour de certains d'entre eux. Cette décision est justifiée officiellement par le fait que parmi les exilés, certains viennent d'être élus députés à l'Assemblée Nationale, c'est donc par un prétendu souci de la démocratie que le président péruvien : le général Bermudez, a demandé le retour des exilés élus. Reste à savoir, dans quelles conditions on leur laissera exercer leur mandat.

Le prix nobel de la paix invité par Videla

Henry Kissinger était l'invité de la junte argentine pendant la Coupe du Monde de football quand il a déclaré que «les USA ne devraient pas utiliser la défense des droits de l'homme comme prétexte à des attaques contre leurs amis». L'ancien secrétaire d'Etat américain juge ainsi que les timides protestations verbales contre les dictatures en Amérique Latine c'est encore trop. Il a également félicité le dictateur Videla «pour la lutte qu'il mène contre le terrorisme, lutte qui ne sert pas seulement son pays mais qui contribue à la lutte internationale contre le terrorisme».



● IRAN
Ahmad Ahmadi, soldat qui avait refusé de tirer sur les manifestants à Tabriz en mars dernier, a été condamné à mort et exécuté par une cour martiale de cette ville.

LE QUOTIDIEN DU PEUPLE EST EN VENTE L'APRES MIDI A PARIS ET LE MATIN EN PROVINCE

Visite de Giscard en Espagne

L'ENTRÉE DE L'ESPAGNE DANS LA CEE EN QUESTION

● Juan Carlos recevant Giscard déclarait que son «premier objectif est la collaboration résolue à la construction de l'Europe. Nous nous sentons et nous nous voulons Européens et l'Europe est notre avenir». Cette demande pressante a reçu une double réponse : «Nous savons les uns et les autres, que cela posera des problèmes sérieux et concrets. Je suis sûr, cependant que nous saurons les résoudre si nous avons la sagesse de prévoir les précautions, les transitions et les sauvegardes. Afin qu'aucun doute ne subsiste, je redis ici, en mon nom et en celui du gouvernement

L'ESPAGNE A LA PORTE DU MARCHÉ COMMUN

Si la coopération militaire franco-espagnole représente un aspect important des relations commerciales entre les deux pays (comme le confirme le tout récent contrat des mirages qui vient de compléter une flotte aérienne déjà largement composée d'avions français), elle ne résoud pas le contentieux important entre les deux pays qui se solde actuellement par un déficit de 1 milliard 700 millions au détriment de la balance commerciale française. Si les industriels français se plaignent des barrières douanières espagnoles, les viticulteurs du midi et les producteurs de fruits et légumes voient avec appréhension l'entrée prochaine de l'Espagne dans le Marché Commun. Alors où en est-on de l'admission de l'Espagne dans le Marché Commun ? Sans conteste, l'Espagne adhèrera tôt ou tard : elle a déposé sa candidature en juillet 77 et la Commission européenne donnera son avis au début de l'année 79...

Giscard s'est particulièrement attaché à délivrer à l'Espagne ce brevet de «démocratie» qui lui manquait sous Franco, pour pouvoir présenter sa candidature, pour lui, il n'y a plus de prisonniers politiques en Espagne ; donc la France refuse désormais de reconnaître le statut de réfugié politique aux espagnols, puisque, l'Espagne étant devenue un pays démocratique : tout Espagnol qui entre en France doit désormais le faire en accord avec son pays (on se

rapelle la mobilisation en France et au Pays Basque qui en septembre 77 avait réussi à empêcher l'extradition d'un militant de l'ETA).

UN SÉRIEX CONCURRENT AGRICOLE

L'entrée de l'Espagne dans le Marché Commun pose cependant de nombreux problèmes à la France qui craint des importations agricoles massives, la RFA par contre s'y montre très favorable car elle est peu concernée par l'arrivée sur le marché européen de produits agricoles espagnols qui ne rentrent pas en concurrence avec sa production, alors que ses exportations industrielles profiteraient largement de l'ouverture du marché espagnol.

L'arrivée de fruits et de légumes espagnols à bas prix risquent de porter de sérieux préjudices aux producteurs français, c'est toute la région du midi qui est menacée. Les viticulteurs français déjà sévèrement menacés par les importations de vins italiens devront faire face cette fois-ci à la concurrence d'un pays qui possède le plus grand vignoble du monde (1 million 700 000 hectares) et qui pourrait en augmentant sa production satisfaire 75 % de la consommation de la CEE.

L'Espagne possède à elle seule 30 % de la production européenne de fruits et 23 % de celle des légumes, quant à ses vins courants ils sont moitié moins chers que les vins français (6 F le degré/hectare contre 12 F en France). Ces disparités sont la cau-

qui en a délibéré, que l'entrée de l'Espagne dans la Communauté ne correspond pas seulement à une aspiration légitime mais qu'elle est conforme à la nature des choses et à l'intérêt de l'Europe». L'enthousiasme et l'emphase des déclarations de principe sur l'entrée de l'Espagne dans le Marché Commun s'enlisent dans les réticences que leur application pratique entraîne. L'un des aspects importants du voyage sera la définition — ou non — en commun de quelques unes des «transitions» estimées nécessaires par Giscard.

se du peu d'empressement manifesté par la France dans l'entrée de l'Espagne dans la CEE, c'est pourquoi la France essaye actuellement d'obtenir des délais qui lui permettront de se protéger contre les importations agricoles espagnoles. A cet effet, la France tente d'obtenir un renforcement des règlements communautaires vins et fruits ainsi que la mise au point d'une période transitoire de 10 ans au cours de laquelle les partenaires de l'Espagne pourront recourir à la clause de sauvegarde qui permet l'arrêt des importations, puis ensuite, la fixation des prix et de quotas de production minimaux.

MIRAGES CONTRE MERLUS

Autre inquiétude pour la France : l'Espagne est à même de la concurrencer dans certains secteurs industriels comme la chaussure, le textile et l'habillement. Des accords de coopération ont déjà été signés en ce qui concerne

l'automobile et la chimie. Du côté espagnol, les industriels ont jusqu'à maintenant bénéficié de mesures protectionnistes qui les protègent contre la concurrence étrangère, mais, avec le relèvement des barrières douanières, ils craignent de ne pas pouvoir faire face aux importations.

Même si le contrat d'achat de Mirages vient d'être signé après un an de négociations et qu'en contrepartie la France a accordé le droit de pêche pour les pêcheurs espagnols dans les eaux territoriales françaises (les bateaux espagnols pêchent beaucoup de merlu dans les eaux françaises), le contentieux franco-espagnol ne pourra se résoudre par cette seule visite. Quelles que soient les déclarations de bonnes intentions, admission de l'Espagne dans le Marché Commun ne pourra se faire qu'après un délai assez long, elle pose trop de problèmes actuellement.

Frank ROUSSEL

Vaucluse Manifestations paysannes

La RN 7, l'autoroute A 7, et la voie ferrée Paris-Marseille ont été barrées à l'appel de la FNSEA par des paysans du Midi, pour protester contre l'éventuelle entrée de l'Espagne dans le Marché Commun. Cette perspective signifie l'arrivée massive sur le marché français de légumes et de fruits ainsi que de vin qui concurrenceraient fortement les produits français, quand les paysans ont des difficultés à les écouler.

CONFLIT ENTRE LE VIETNAM ET LE CAMBODGE

Cinquante mille soldats (soit une dizaine de divisions), une pénétration de plusieurs dizaines de kilomètres (une cinquantaine, dit-on), à l'intérieur du territoire cambodgien : telle est la tournure que semble bien avoir pris, ces derniers jours, les opérations vietnamiennes dans le conflit qui oppose ce pays à son voisin. Une ville (Mimot) aurait même été occupée.

Si ces nouvelles sont, pour l'instant, issues de sources occidentales ba-

sée en Thaïlande, il reste que, ce conflit se prolongeant, ces informations ont une forte vraisemblance.

Par ailleurs, la radio cambodgienne a fait connaître «une tentative de coup d'Etat, visant, dans un premier temps, à s'assurer de la région et du Mékong avec l'appui des forces blindées vietnamiennes, à y installer un gouvernement cambodgien pro-vietnamien, puis, dans un deuxième temps, à s'emparer de la partie oc-

cidentale du pays». On peut se poser quelques questions au sujet du démenti vietnamien publié à ce sujet, puisqu'il affirme par ailleurs qu'il «ne serait pas surprenant qu'il se produise un soulèvement populaire contre le gouvernement cambodgien».

On peut se demander en tout cas quel intérêt le petit Cambodge pourrait avoir à entretenir un conflit militaire de cette envergure avec un voisin aussi puissamment armé que le Vietnam.

● Vu Lap, président de la commission des nationalités du Vietnam, a été relevé de ses fonctions mercredi. Il était chargé, non seulement des problèmes de la minorité chinoise, mais également de ceux des autres minorités, nombreuses dans le pays, et qui, notamment dans les Hauts Plateaux, avaient combattu aux côtés des Vietnamiens dans la guerre de libération nationale.

Jeudi 29 juin

TF 1

18 h 55 - Ces animaux qu'on appelle des bêtes
 19 h 10 - Une minute pour les femmes
 19 h 20 - Actualités régionales
 19 h 40 - L'assemblée nationale
 20 h 00 - Journal
 20 h 30 - Le mutant. Feuilleton en 6 épisodes
 21 h 25 - L'événement
 22 h 35 - Ciné premiers
 23 h 05 - Journal et fin

A 2

18 h 40 - C'est la vie
 18 h 55 - Des chiffres, des lettres
 19 h 20 - Actualités régionales
 19 h 45 - L'heure d'été
 20 h 00 - Journal
 20 h 35 - De mémoire d'homme. L'affaire laetitia Toureaux
 22 h 50 - Journal et fin

FR 3

19 h 05 - Télévision régionales
 19 h 20 - Actualités régionales
 19 h 40 - Tribune libre
 19 h 55 - Flash journal
 20 h 00 - Les jeux de vingt heures
 20 h 30 - Profession : aventuriers. Film français 1972
 21 h 55 - Journal et fin

Vendredi 30 juin

TF 1

19 h 10 - Une minute pour les femmes
 19 h 20 - Actualités régionales
 19 h 40 - Tour de France
 20 h 00 - Journal
 20 h 30 - Soirée Franco-Allemande
 23 h 05 - Journal et fin

A 2

18 h 25 - Dessins animés
 18 h 40 - C'est la vie
 18 h 55 - Des chiffres, des lettres
 19 h 20 - Actualités régionales
 19 h 45 - L'heure d'été
 20 h 40 - Erika Werner
 21 h 35 - Apostrophes : Y a-t-il une nouvelle science fiction ?
 22 h 50 - Ciné club : « Touche pas la femme blanche »

FR 3

19 h 05 - Télévision régionale
 19 h 20 - Actualités régionales
 19 h 40 - Tribune libre
 19 h 55 - Flash journal
 20 h 00 - Les jeux de vingt heures
 20 h 30 - Le nouveau vendredi. Horizons. L'Afrique entre la faucille et le marteau
 21 h 30 - Il était une fois... le pouvoir
 22 h 25 - Journal et fin

LE TRITICALE : CEREALE DE L'AVENIR ?

Les céréales (riz, seigle, blé, orge, avoine...) constituent le plus grand apport à la subsistance de l'humanité. Et dans beaucoup de régions, la «richesse» d'une terre est rapportée à sa capacité de fournir de bons rendements en blé. Pourtant, le nombre d'espèces de céréales est réduit à une dizaine et les améliorations de rendement se sont faites principalement par sélection au sein d'une race (blé, riz). Ainsi, les études sur le blé ont été particulièrement poussées en raison de son succès alimentaire et, du blé dur au blé tendre, une grande variété de blés a été obtenue par sélection (triage des grains possédant le même génotype) et hybridation (croisement de variétés différentes).

On atteint ainsi avec du blé tendre des rendements atteignant 70 quintaux à l'hectare. Le seigle, dont les rendements n'atteignent pas de tels records et dont l'aspect est moins prisé (pain blanc et pain noir...) a aussi été étudié en raison de sa grande robustesse, sa «rusticité» comme disent les spécialistes : aptitude à pousser en sol pauvre, résistance à la sécheresse et aux gelées.

Ainsi l'idée de créer une nouvelle race de céréales, combinant par hybridation blé et seigle, n'est pas nouvelle. Les premiers essais, en majorité infructueux, sont l'œuvre d'un botaniste écossais, Wilson, et datent d'un siècle. Poursuivis au Japon et en



Le triticale donne plus de protéines que le blé, des plantes de 1,3m portant des épis deux fois plus grand que le blé. Il paraît même que cela ferait du bon pain.

URSS — où ils furent ralentis en raison des théories de Lyssenko qui prétendait transformer le seigle en blé par la modification des conditions de culture — ils ne donnèrent jamais de race à fort rendement susceptible de concurrencer le blé. Le «Triticale», nom donné à cette céréale artificielle, est redevenu d'actualité ces derniers temps car les études qui se sont poursuivies à son propos ont nettement progressé.

On avait obtenu par hybridation de seigle et de blé tendre un triticale à 28 chromosomes (21 pour le blé et 7 pour le seigle). Cette variété ne pouvait se reproduire puisque chaque chromosome était unique.

Un agent chimique, la colchicine, permet de provoquer artificiellement le doublement des chromosomes. L'espèce était à faible rendement. D'où l'idée de croiser le seigle avec du blé dur, ce qui donna un hybride à 42 chromosomes (14 pour le blé dur et 7 pour le seigle, tous étant présents deux fois). Cette espèce était encore à faible rendement. Mais en croisant un hybride blé tendre-seigle avec un hybride blé dur-seigle, on a obtenu un triticale à 42 chromosomes stable et apte à de forts rendements, de l'ordre de 60 quintaux à l'hectare. Actuellement, les recherches se poursuivent, en France notamment, pour améliorer la qualité de

la race en jouant sur les variétés de seigle cette fois.

La céréale obtenue, qui allie effectivement les qualités du seigle et du blé, pourrait connaître un rapide avenir. Son caractère artificiel est tout à fait relatif : les hybridations faites systématiquement en laboratoire se font aussi dans la nature, mais de façon aléatoire. Le triticale présente les qualités de robustesse qu'on lui prête, il est probable que la sélection naturelle l'aurait fait apparaître, conformément à la théorie de l'évolution. Mais dans combien de dizaines de siècles ?

Eric BREHAT

Et l'acier fut trempé

160^e épisode

(Extraits)

Nicolas OSTROVSKI

Le vieux ne vit plus après minuit les raies lumineuses filtrer à travers les volets de la pièce d'angle. La mère remarqua dans les yeux de Taïa une joie mal contenue. Sous les yeux brillant d'une flamme intérieure, des cernes à peine visibles trahirent les nuits sans sommeil. Le son de la guitare et les chansons de Taïa résonnèrent plus souvent dans le petit appartement.

La femme qui s'était éveillée en Taïa souffrait de cet amour en quelque sorte volé. Elle sursautait au moindre bruit, croyant toujours entendre les pas de sa mère. Elle s'inquiétait de savoir ce qu'elle répondrait si jamais on lui demandait pourquoi la porte de sa chambre était désormais fermée au crochet, la nuit. Pavel s'en rendait compte et la rassurait tendrement.

— Que crains-tu ? Tout bien considéré, nous sommes maîtres de nous-mêmes. Dors tranquillement. L'accès de notre vie privée est interdit à autrui.

Elle posait la joue sur sa poitrine et, rassérénée, s'endormait en le serrant dans ses bras. Il restait longtemps à écouter son souffle, immobile pour ne pas troubler son sommeil paisible, ému par une profonde tendresse envers cette jeune fille qui avait remis son sort entre ses mains.

Lélia fut la première à découvrir la cause de la flamme qui brillait dans les yeux de Taïa. De ce jour, il y eut un froid entre les deux sœurs. La mère comprit aussi. Ou plutôt, elle devina et s'inquiéta. Elle ne se serait pas attendue à une chose pareille de la part de Kortchaguine.

— Taïa n'est pas une fille pour lui, dit-elle un jour à Lélia. Comment tout ça finira-t-il ?

Des pensées angoissantes l'obsédèrent, mais elle n'osa pas en parler au jeune homme.

Des jeunes gens commencèrent à venir chez Kortchaguine. La petite pièce était parfois trop étroite. Le vieux entendait comme un bruit de ruche. Maintes fois on entonna en chœur des chants révolutionnaires, dont « Le Drapeau Rouge », le préféré de Pavel.

C'était un cercle de jeunes militants ouvriers, confié à Kortchaguine par le comité du Parti en réponse à la lettre où il demandait d'être affecté à une tâche de propagandiste. Ainsi passaient les jours de Pavel.

Il tenait de nouveau le gouvernail à pleines mains, et sa vie, après quelques zigzags, s'orientait vers un nouvel objectif : le retour dans les rangs par l'intermédiaire de l'étude et de la littérature.

Mais la vie accumulait les obstacles, et il se demandait avec angoisse à quel point ils freineraient son avance.

Subitement, Georges, l'étudiant malchanceux, arriva de Moscou avec sa femme. Installé chez son beau-père, un avocat, il n'apparaissait guère que pour soutirer de l'argent à sa mère.

Son arrivée fit empirer sensiblement la situation familiale. Il prit aussitôt le parti du vieux et, secondé par la famille de sa femme, d'esprit anti-soviétique, il entreprit un travail de sape pour expulser à tout prix Kortchaguine de la maison et le séparer de Taïa.

Deux semaines plus tard, Lélia trouva du travail dans un district voisin et s'y rendit avec sa mère et son fils, tandis que Kortchaguine et Taïa s'installaient dans une petite ville lointaine au bord de la mer.

Artem recevait rarement des lettres de son frère. Mais les jours où il trouvait sur sa table, au Soviet de la ville, une enveloppe grise à l'écriture anguleuse bien connue, il perdait son calme habituel en lisant les feuillets. Cette fois encore, décachetant l'enveloppe, il pensa avec une tendresse secrète :

— Ah, Pavloucha, Pavloucha ! Si seulement on était voisins, mon petit vieux, tes conseils m'auraient été bien utiles.

Artem, je veux te raconter où j'en suis. Tu es le seul à qui j'écrive de telles lettres. Tu me connais et tu comprendras la valeur de chaque mot. Sur le front de la lutte pour la santé, la vie continue à me harceler.

(à suivre)



Dans l'Humanité...

«On ne trouve pas une politique dans l'enclos du passé». C'est sous ce titre que Laurent Salini commente dans L'Humanité la prestation de Jeannette Vermeesch en page 9, celle réservée à la télévision. «L'émission d'hier, si dérisoire qu'elle ait été, s'inscrit elle aussi dans l'attaque violente menée contre le Parti communiste. Elle tend à peser sur ses délibérations internes, elle tend à peser sur les décisions de son prochain congrès».

Vermeesch, mise sur le même pied qu'Elleinstein et les contestataires, accusée de faire le jeu du PS, cela ne manque pas de saveur surtout dans la bouche de la direction du PCF qui a même le culot de reprocher à Vermeesch de monopoliser une heure d'antenne au détriment des ouvrières de Moulinex. Comme si Marchais n'avait pas monopolisé pendant toute la campagne électorale la télévision pour étaler toutes les raisons de son divorce.

Vermeersch à Antenne 2

● ATTAQUES CONTRE MARCHAIS ● ELOGES POUR BREJNEV

Les dirigeants du PCF ont dû écouter avec une grande attention les propos de Jeannette Vermeesch mercredi soir sur Antenne 2. Non pas pour savoir comment elle se situait (tout le monde sait qu'elle est une pro-soviétique acharnée), mais bien justement pour savoir comment ce couvert pro-soviétique envisage la crise interne du PCF.

Interrogée sur différentes étapes de l'histoire du PCF, on retiendra surtout la réitération de son soutien à l'entrée des chars Russes à Prague. Selon elle, cette première intervention ouverte du social-impérialisme a contribué à «renforcer la paix dans le monde» et à faire «progresser la Tchécoslovaquie!»

La direction du PCF nie toute responsabilité dans l'échec de mars, Jeannette Vermeesch dit le contraire: face au parti social-démocrate, il fallait mener

la lutte dès 72 et ne pas faire de compromis, fusent pour la signature d'un programme commun. La direction du PCF estime que sa politique d'union a été juste pendant ces 6 années, Jeannette Vermeesch dit le contraire: il fallait l'union au sommet (sans compromis), mais aussi à la base. La direction du PCF s'appuie sur le 22^e congrès, Jeannette Vermeesch en prend le contre-pied: «L'idée d'un socialisme aux couleurs de la France n'a rien de neuf» et surtout le PCF s'écarterait des principes, que la veuve de Thorez ne voit que sous l'angle des références: référence au collectivisme (toujours inscrit dans les statuts), référence aussi à la dictature du prolétariat.

On ne sera pas étonné d'apprendre que Jeannette Vermeesch considère Elleinstein derrière lui l'euro-révisionnisme comme «dangereux», presque «so-

cial-démocrate» «veulent détruire le parti». Dans une manière très proche de ce qui se fait en URSS, Jeannette Vermeesch ne s'en est pas pris directement à Marchais, elle a toutefois constaté que «c'est un fait que Berlinguer, Carrillo et Marchais ce sont vus» et sont à mettre dans le même sac. Accusée de compromission avec la social-démocratie, de non respect des principes, de rupture du «camp socialiste» par le biais de l'euro-révisionnisme, la direction du PCF se voit enfin taxée «de non respect du centralisme démocratique» au nom de l'absence de débat interne. Au travers de Jeannette Vermeesch c'est le couvert pro-soviétique qui d'habitude intervient de manière plus souterraine, qui vient de prendre publiquement position dans la crise du PCF et dans la perspective du 23^e congrès: c'est une prise de position hostile à Marchais.

En clair, et cela explique le pourquoi de la rupture du silence de 10 ans que s'était imposé Jeannette Vermeesch, une contre-attaque se prépare pour le 23^e congrès, englobant dans une même réprobation, la direction actuelle du PCF et ses enfants naturels elleinsteiniens. Sur la base d'une bataille menée sur le thème d'une référence formelle plus assurée aux thèmes léninistes (dictature du prolétariat...), Jeannette Vermeesch et ceux qui la téléguident, entendent obtenir à ce congrès un resserrement des liens du PCF à l'Union soviétique. Evidemment, la référence ne serait que formelle, la stupéfiante manière dont Jeannette Vermeesch a justifié les hôpitaux psychiatriques, les chars soviétiques à Prague, suffisent à montrer que l'ancienne dirigeante du PCF s'accroche fort bien de la dictature terroriste des nouveaux tsars du Kremlin.

LE SMIC A 10,85 F, L'AUMONE DE L'ETE

Le Conseil des ministres a porté le taux horaire du SMIC de 10,45 F à 10,85 F au premier juillet, soit une augmentation de 3,8 %.

La hausse des prix pendant la période de référence - avril, mai - étant (officiellement) de 2,1 % le «gain» pour les smicards serait donc de 1,7 %. Compte tenu du précédent relèvement du SMIC en mai, la progression du pouvoir d'achat du SMIC serait donc - toujours si on s'en tient aux chiffres officiels - de 2,9 %, depuis les élections. Après ces «coups de pouce», que Barre-les-petites-mains juge atteindre l'extrême limite des possibilités de l'économie, les heureux bénéficiaires de la politique gouvernementale de «réduction des inégalités» vont toucher 1887,90 F pour quarante heures hebdomadaires. On est loin des 2 500 F. Au total, compte tenu de l'inflation, l'application du programme de Blois aura rapporté 50 F d'augmentation mensuelle aux smicards. Une aumô-

ne, à la veille des vacances, à un moment où les CRS tiennent garnison dans les usines, où Boussac et Usinor licencient à tour de bras.

C'est dans le même esprit que Simone Veil, la dame patronnesse-ministre de la Santé, se flatte d'augmenter les allocations familiales de 3,91 %, là aussi à partir du 1^{er} juillet. S'ajoutant aux 6,5 % du 1^{er} janvier dernier, ce relèvement équivaut à une progression de 1,5 % du pouvoir d'achat. Pas de quoi pavoiser, quand on sait que les prestations familiales ont perdu près de 50 % de leur pouvoir d'achat ces dix dernières années. Le complément familial entré en vigueur au début de l'année passera lui, de 340 F à 354 F...

Avec de telles mesures sociales, Barre pourra continuer à faire ses pertinentes réflexions du genre «qu'il y ait de l'irritation et de la mauvaise humeur, cela s'explique».

BOUSSAC : GREVE GENERALE VENDREDI

Thaon-les-Vosges, mercredi à 13 h, l'équipe syndicale CFDT regroupée autour de Maurice Viant, discute: «Comment continuer la lutte? Aujourd'hui, nous voyons clair. D'un côté il y a les colombes, de l'autre les faucons. A savoir d'un côté ceux qui veulent rentrer dans le rang et reprendre le travail sous certaines conditions, de l'autre les faucons, éléments à la pointe de la lutte». Un nouvel «ultimatum» au gouvernement lancé par l'intersyndicale confirme le propos de la CFDT: «Si l'un nous garantit les salaires, le paiement des heures de grève et le maintien de l'emploi durant les vacances, nous sommes prêts à prendre toutes nos responsabilités et à appeler les travailleurs à reprendre».

Vendredi 30 juin, les congés commencent pour de nombreux militants CFDT, la lutte doit continuer. Proposition est faite d'occuper par roulement et de faire visiter l'usine aux automobilistes. La question se pose de la mise en place d'un comité de grève élu chaque jour par une Assemblée générale. La

population, favorable à la lutte, participe à la mobilisation: c'est ainsi qu'un commerçant fournit gratuitement de quoi faire les repas; un médecin a proposé de soigner gratuite-

ment les éventuels maades parmi les travailleurs.

15 H: sur la route reliant les 2 vallées en lutte, vallée de la Moselle et vallée du Rabodeau, un passage à niveau-barrière

fermé, bloque la route nationale. Les travailleurs occupent. Banderoles et débats animés signalent leur présence aux curieux parmi les automobilistes à l'arrêt. Un tract explique le sens du combat mené, un permanent CFDT affirme: «Nous en avons assez de frapper aux portes des ministères. Ce qu'il faut pour s'en sortir, c'est la lutte». Dans la vallée du Rabodeau, vendredi, une grève générale de 24 h aura lieu. Jusqu'à Saint-Dié, une caravane s'arrêtera dans chaque localité et y tiendra un court meeting.



Boussac dernière minute, jeudi 11 h 15...

Comme nous le signalions dès hier soir, de nouvelles tentatives ont eu lieu cette nuit pour freiner la lutte. Les 4 délégués de 2 syndicats CGT - CFDT choisis par le Moyen Moutiers pour rendre visite à l'adjoint du syndic Schve à Paris sont revenus dans la vallée avec des «propositions alléchantes» mais nullement sérieuses. Ce matin 10 h, l'assemblée générale devant l'usine de Moyen-Moutier s'est déroulée avec difficultés. Le patron a encore une fois réuni les 4 délégués en présence de

Christian Pierret député du PS d'Epinal pour les «rendre attentifs à la gravité des décisions prises par les travailleurs». Il ajoute: «Si demain l'usine ferme, vous en serez responsables». Perry et Laroche, membres fédéraux de la CGT ont assisté à l'Assemblée générale. Un vote à mains levées a eu lieu. La journée de grève de 24 h se poursuit. La caravane de voiture démarre. Objectif: St Dié; la sous-préfecture.